

**EXAMEN PROFESSIONNEL D'AVANCEMENT DE GRADE
DE CONSEILLER TERRITORIAL PRINCIPAL DES ACTIVITES
PHYSIQUES ET SPORTIVES**

SESSION 2024

EPREUVE D'ADMISSIBILITÉ :

Rédaction d'un compte rendu d'une conférence ou d'une réunion à partir de documents écrits, oraux ou audiovisuels portant sur les activités physiques et sportives dans les collectivités territoriales

Durée : 3 heures

Coefficient : 1

À LIRE ATTENTIVEMENT AVANT DE TRAITER LE SUJET :

- ♦ Vous ne devez faire apparaître aucun signe distinctif dans votre copie, ni votre nom ou un nom fictif, ni initiales, ni votre numéro de convocation, ni le nom de votre collectivité employeur, de la commune où vous résidez ou du lieu de la salle d'examen où vous composez, ni nom de collectivité fictif non indiqué dans le sujet, ni signature ou paraphe.
- ♦ Sauf consignes particulières figurant dans le sujet, vous devez impérativement utiliser une seule et même couleur non effaçable pour écrire et/ou souligner. Seule l'encre noire ou l'encre bleue est autorisée. L'utilisation de plus d'une couleur, d'une couleur non autorisée, d'un surligneur pourra être considérée comme un signe distinctif.
- ♦ Le non-respect des règles ci-dessus peut entraîner l'annulation de la copie par le jury.
- ♦ Les feuilles de brouillon ne sont en aucun cas prises en compte.

Ce sujet comprend 43 pages.

Il appartient au candidat de vérifier que le document comprend le nombre de pages indiqué.

S'il est incomplet, en avertir un surveillant.

Vous êtes conseiller principal des activités physiques et sportives à la direction des sports de la ville de Sportville.

L'adjoint au maire chargé des sports vous demande de rédiger, en prenant en compte l'ensemble des éléments du dossier, le compte rendu du colloque « Agir pour l'égalité femmes-hommes dans le sport » tenu à Orléans le 7 mars 2019.

Liste des documents :

- Document 1 :** Programme du colloque « Agir pour l'égalité femmes-hommes dans le sport » - 1 page
- Document 2 :** Restitution du colloque « Agir pour l'égalité femmes-hommes dans le sport » (extraits) - 31 pages
- Document 3 :** « Égalité femmes-hommes dans le sport - Quels enjeux ? » - Haïfa Tlili - Présentation lors du colloque « Agir pour l'égalité femmes-hommes dans le sport » - 6 pages
- Document 4 :** « La féminisation du sport en France » - *Ministère des sports* - Annexe au colloque « Agir pour l'égalité femmes-hommes dans le sport » (extraits) - 3 pages

Documents reproduits avec l'autorisation du CFC

Certains documents peuvent comporter des renvois à des notes ou à des documents non fournis car non indispensables à la compréhension du sujet.



ACTION
ÉGALITÉ FEMMES
FEMMES
GRANDE CAUSE DU QUINQUENNAT



COLLOQUE JEUDI 7 MARS 2019

AGIR POUR L'EGALITE FEMMES-HOMMES DANS LE SPORT

Lieu : Hémicycle du Conseil régional Centre-Val de Loire – 9 rue saint-Pierre Lentin - Orléans

Animatrice : Mathilde BOURMAUD – journaliste

13h30 : ACCUEIL CAFE

14h00 : OUVERTURE DU COLLOQUE

- Jean-Louis DESNOUES, Président du CROS Centre-Val de Loire
- Mohamed MOULAY, Vice-Président délégué au Sport de la Région Centre-Val de Loire
- Fanny PIDOUX, Conseillère régionale déléguée chargée du suivi des dossiers et actions concernant l'égalité Femmes-Hommes, le Handicap et la lutte contre les discriminations.
- Sylvie HIRTZIG, Directrice DRDJSCS Centre Val de Loire

ECHANGES AVEC DES JEUNES SPORTIFS ET SPORTIVES DE POLES ESPOIR (A confirmer)

14h15 : L'EGALITE FEMMES-HOMMES DANS LA PRATIQUE SPORTIVE FEDEREE EN CENTRE-VAL DE LOIRE : ETAT DES LIEUX ET PISTES DE DEVELOPPEMENT

Intervenant : Raymond OURY, CROS Centre-Val de Loire

14h30: L'EGALITE FEMMES-HOMMES DANS LE SPORT : QUELS ENJEUX ?

Intervenante : Haïfa TLILI, Sociologue du sport

15h15 : TABLE RONDE : COMMENT AGIR POUR FAVORISER LA PRATIQUE SPORTIVE FEMINIME ?

Intervenants :

- Elisabeth NARIN – présidente du club de boxe de Saint-Jean-de-la-Ruelle et responsable de la maison de la réussite à La Source
- Emilie DOS SANTOS – responsable du pôle espoirs féminin à Tours
- Christel ROYER – présidente du club de judo de l'USO Orléans
- Christian COULOT, agent de développement CDOS 28
- Nathalie BONNEFOY, Adjointe au Maire en charge des sports de Bourges, Vice-Présidente de l'ANDES, co-Présidente de la commission Sport au Féminin
- Eugénie KLING, professeure d'EPS au Lycée Cugnot à Chinon (37)

- Synthèse des échanges du colloque par Haïfa TLILI, sociologue du sport
- Synthèse des échanges du colloque par Mathilde BOURMAUD – animatrice
- Mot de clôture par Nadia BENSERHAYAR, directrice régionale aux Droits des femmes et à l'Égalité

17h00 : CLOTURE DU COLLOQUE



DRDJSCS Centre-Val de Loire, Loiret
Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale



RESTITUTION DU COLLOQUE (extraits)

OUVERTURE DU COLLOQUE

Mathilde BOURMAUD, Journaliste

Fanny PIDOUX, conseillère régionale déléguée chargée de l'égalité femmes-hommes, du handicap et la lutte contre les discriminations.

Sylvie HIRTZIG, directrice DRDJSCS Centre Val de Loire

Jean-Louis DESNOUES, président du CROS Centre-Val de Loire

Mohamed MOULAY, vice-président délégué au Sport de la Région Centre-Val de Loire

« L'égalité d'accès, de pratique et de traitement dans le sport : un droit pour lequel les femmes se battent depuis l'Antiquité » - Mathilde Bourmaud

Des images historiques nous rappellent ce long chemin parsemé d'obstacles, de clichés, et qui montrent aussi les ressources employées par ces femmes pour dépasser ces obstacles.

Revenons sur des images assez contemporaines plus ou moins récentes.

La première est celle de Pierre de COUBERTIN qui, en 1912, déclarait que les Jeux Olympiques devaient être réservés aux hommes. Leur rôle, aux femmes, devait uniquement être de couronner les vainqueurs. C'est le point de départ.

Deuxième image, une cinquantaine d'années plus tard, après son doublé olympique en 1964, la skieuse Marielle GOITSCHER est la première femme à être désignée Championne des Champions par le journal l'Équipe qui, chaque année, établissait un palmarès des plus grands sportifs, palmarès qui existait depuis 1946.

Il aura fallu attendre pratiquement 20 ans pour qu'une première femme ait également ce titre. Nous allons en découvrir les raisons après.

Et il y a aussi d'autres images fortes, outre-Atlantique, notamment avec l'audacieuse Kathrine SWITZER qui, lors du marathon de Boston en 1967, tente de s'extirper des mains de l'organisateur d'une course qui était interdite aux femmes. Mais avec son panache et son audace, elle aura fini par courir ce marathon en entier.

Depuis, le sport au féminin a évolué au-delà de ces sportifs et de leur victoire, au fil des mesures et des lois instaurées en 1970, 2000 et 2014, pour aujourd'hui, en 2019, il y a peu, voir une campagne publicitaire américaine pour la marque Nike avec Serena WILLIAMS, qui doit encore encourager les femmes à être aussi folles pour monter sur un ring, ou arpenter un terrain de football. Une campagne qui vient sensiblement faire écho à une réalité française, un chiffre, seuls 38 % des licenciés en France sont des femmes.

Alors, qu'est-ce qui explique cette faible participation pourtant en hausse depuis des années ? Comment continuer à agir pour l'égalité femmes-hommes dans le sport ? Comment favoriser la pratique féminine ? Ce sont les questions auxquelles nous allons répondre en faisant ressortir les enjeux, les invisibles et leurs invisibilités, les différences de traitement, les expériences, les

témoignages et les actions pour apporter – c'est la promesse de ce colloque – des solutions concrètes pour une égalité femmes-hommes pérenne.

« Le sport : un des derniers lieux où la diversité et la mixité s'expriment » - Fanny Pidoux

Ce colloque est organisé avec la préfecture et sa direction en charge du droit des femmes. Je peux aussi associer le CESER, parce que c'est une réflexion commune que nous avons eue depuis l'année dernière. Nous avons travaillé sur la place des femmes et la culture, c'était en plein moment MeToo. Nous avons déjà du nez à cette époque. À l'issue de ce moment qui avait été une belle réussite, où nous étions dans la phase de construction du plan égalité pour l'ensemble des acteurs de la Région, pas uniquement pour la Région Centre-Val de Loire et son institution, nous nous étions dit que l'année prochaine, avec la Coupe du Monde féminine de football, nous allions traiter de la femme et le sport.

Au niveau du Conseil régional – et je sais que nous partageons aussi cela avec la préfecture et la Direction du sport – nous pensons sincèrement que le sport est l'un des derniers lieux où la mixité et la diversité s'expriment. Nous le voyons encore aujourd'hui avec les débats en cours et les polémiques qui peuvent exister. Il faut qu'il y ait de la place pour tout le monde et que chacun puisse s'inscrire dans la pratique sportive. C'est un lieu de mixité où l'on rencontre des personnes que nous n'aurions pas rencontrées ailleurs.

Dans les tribunes d'un match de sport, vous verrez qu'il ne manque personne : des enfants, des familles, des cadres, des personnes issues de la diversité. C'est un vecteur de lien social et de vivre-ensemble. Dans le sport, de l'enfance jusqu'à l'adulte, il y a cette envie de créer ce lien et cette volonté de travailler tous ensemble. Les éducateurs éduquent en ce moment des enfants, et ce sont les adultes de demain. Dans le milieu de demain dans lequel ils évolueront, les valeurs du sport seront essentielles et ils s'en serviront.

« La première égalité à vaincre, c'est l'égalité des salaires » - Sylvie HIRTZIG

Lorsque nous aurons l'égalité des salaires, cela découlera aussi partout ailleurs. La deuxième égalité à obtenir, c'est que le partage des tâches à la maison se fasse à 50-50.

Si les femmes étaient aussi libérées que certains hommes, si elles étaient considérées par certains hommes, elles seraient peut-être plus souvent sur les terrains sportifs, dans les compétitions, etc.

Le sport n'est pas uniquement le fait d'être présent en compétition. Ce n'est pas uniquement participer à des matches, combattre. Il permet aussi de progresser sur l'estime de soi, la diversité, l'apprentissage des règles en société pour certaines personnes.

Enormément de femmes qui gravitent autour de ces organisations. Cependant, elles n'osent pas. Le plafond de verre vient plus souvent des femmes que des hommes. Quand je leur demande pourquoi elles ne prennent pas de responsabilité au sein d'un comité ou d'une association, elles me répondent : « Je ne saurais pas faire. » Je n'ai jamais entendu un homme me dire : « Je n'y vais pas parce que je ne sais pas faire. » C'est un problème d'éducation.

« Nous nous privons de compétences. Il est important que les choses bougent » - Jean-Louis DESNOUES

Il est important qu'il y ait des femmes au niveau du monde associatif et sportif et du mouvement sportif en général. Elles représentent plus de 50 % de la population française. Nous n'allons tout de même pas faire les choses pour la moitié de la population française uniquement ! C'est déjà une évidence. Il y a toutefois ce plafond de verre qui subsiste pour de multiples raisons. Cela a été quelque peu développé. Il est important et indispensable qu'au niveau du mouvement sportif, il y ait cette prise de conscience et aussi cette possibilité d'ouverture. Il y a la question des responsabilités et des compétences, cela a été évoqué. Et nous le voyons bien aussi dans notre Comité de direction au niveau du mouvement sportif, c'est un milieu très machiste. Nous mettons du temps à changer.

Pour autant, nous évoluons. C'est aussi important de le savoir.

Nous manquons de bénévoles, mais nous n'ouvrons pas forcément des portes à ce bénévolat. Nous nous privons de compétences. Il est important que les choses bougent.

Au niveau des fédérations, il faut accroître le poids de la représentativité des femmes dans les comités de direction. Il faudrait que cela passe par là, que nous disions : « À un moment, l'égalité se décrète. »

Je réclame la parité en disant : « Oui, il faut aussi qu'il y ait des hommes qui s'impliquent, mais pas trop. » Je pense que nous devons passer par une phase législative en imposant les choses. Cela posera des problèmes. Il y a des personnes qui sont là depuis très longtemps. Il faut qu'ils pensent à laisser la place, mais il ne faut pas non plus se priver de leurs compétences.

« Il faut penser notamment au milieu rural et à nos quartiers de politique de la ville » - Mohamed MOULAY

Dans le contexte actuel, matérialisé par une société fracturée, et contrainte par des aléas de pouvoir géopolitique, nous avons tout intérêt à avoir ensemble une vision partagée. Nous le savons, les discriminations, quelles qu'elles soient, racisme, homophobie, sexisme, persistent dans le sport. C'est l'effet miroir de notre société.

Les salaires, toutes les formes d'inégalités, l'image, les représentations, les stéréotypes sur les tâches ménagères, si nous ne réglons pas aujourd'hui ces problématiques du quotidien en France en 2019, nous ne pourrons pas réguler et faciliter l'accès aux pratiques, encore moins résoudre la problématique de responsabilité sur les assistances intelligentes.

Nous avons encore aujourd'hui des représentations pour tel ou tel sport. Le foot, c'est pour les garçons, et la gym est pour les filles, parce que c'est dans la culture, dans ces générations.

C'est comme le choix des jouets ou des couleurs, nous avons cette problématique qui est purement sociétale et que nous avons malheureusement aussi retranscrite dans le sport.

La Région, l'Etat, le mouvement sportif avons ensemble conventionné et signé divers partenariats pour développer le sport pour tous et partout à travers un maillage, au moyen d'équipements ou sur la question de l'emploi associatif. Nous portons également tous les mêmes valeurs et vertus, notamment en ce qui concerne l'égalité femmes et hommes, pour faire

en sorte de développer l'accès au sport, à la pratique en direction des femmes. Il faut notamment penser au milieu rural, mais aussi sur nos quartiers de politique de la ville où il y a une véritable difficulté. Il y a en effet un véritable contexte spécifique à ces territoires dits « difficiles », à cause des problèmes d'accès à un service public de proximité, mais aussi parce qu'il y a des questions liées à diverses autres problématiques sociétales qui viennent déroger aux règles fondamentales qui doivent être confortées, sécurisées dans le sport, telles que les vertus, les valeurs, la liberté, l'égalité et la fraternité.

L'EGALITE FEMMES-HOMMES DANS LA PRATIQUE SPORTIVE FEDEREE EN CENTRE-VAL DE LOIRE : ÉTAT DES LIEUX ET PISTES DE DEVELOPPEMENT

Raymond OURY, Vice-président du Comité Régional Olympique et Sportif (CROS)

L'une des missions principales du CROS est d'être des garants du projet territorial, et donc de tout ce qui se passe sur le territoire du Centre-Val de Loire. Le CROS est un véritable carnet d'adresses, une boîte à outils pour tous les sportifs, mais pas que.

Le CROS a réalisé un panorama sur la pratique sportive féminine en Centre-Val de Loire. Ce document vise quatre objectifs :

- informer par les chiffres sur la pratique sportive féminine ;
- analyser les freins et les leviers de la pratique sportive féminine ;
- sensibiliser les différents acteurs du sport au féminin ;
- donner des exemples et indiquer où et quand on pourrait faire du sport au féminin.

Ce panorama s'articule autour de 3 principales parties : un état des lieux, des exemples à suivre, des propositions de pistes pour développer la pratique sportive féminine.

Comment se porte le sport féminin aujourd'hui en Centre-Val de Loire ?

Depuis 10 ans, le pourcentage de licences féminines a augmenté, aussi bien en France qu'en Centre-Val de Loire.

Nous en avons pour preuve le taux de licences féminines de l'Education Physique, Gymnastique Volontaire qui atteint presque 92 %, qui est le taux de la France, également dans l'équitation, mais aussi dans une pratique que peu d'hommes font, la danse avec bâton où il y a 90 % de licenciées en Centre-Val de Loire.

Il y a plus de sports individuels féminins que de sports collectifs sur de grands espaces, comme le football par exemple.

Nous avons par exemple une forte présence de licenciés dans le Nord du Centre-Val de Loire et dans le Nord-Est du Centre-Val de Loire. La disparité vient probablement des fédérations, des clubs et des comités qui s'y trouvent.

(...)

Nous avons parlé de la disparité dans les disciplines sportives. Nous voyons que les sports collectifs sont beaucoup plus appréhendés et pratiqués par les hommes, contrairement aux sports individuels plus pratiqués par les femmes.

Nous avons parlé des disparités au niveau des régions, mais il y a aussi des disparités au niveau de l'âge. La pratique féminine évolue en fonction de l'âge, de l'adolescence, de la maternité. Au niveau de la répartition des licences féminines par âge, on s'aperçoit que la prime jeunesse, de 0 à 15 ans, représente 41 % des licences en France, sur la région. Entre 15 et 30 ans, nous tombons directement à la moitié, c'est-à-dire 22 %. Enfin, il y a une rupture brutale à partir de 30 ans jusqu'à 45 ans. La rupture vient tout simplement du fait que la femme fonde une famille et qu'elle n'a plus le temps, ni peut-être les moyens de faire du sport. Il y a une petite reprise entre 45 et 60 ans et une autre reprise entre 60 et 75 ans.

Quels sont les freins, les leviers, les forces et faiblesses ?

Le frein, c'est l'âge. Le levier, c'est l'accueil. Une faiblesse, le manque des médias pour le sport féminin et l'arbitrage. Par exemple, il y a très peu de femmes dans l'arbitrage alors qu'il faudrait en mettre, en former beaucoup plus. Les forces, ce sont les clubs, les collectivités qui nous entourent, c'est l'ANDES, ce sont nos villes.

S'agissant du haut niveau, il y a aussi une vraie problématique, une différence de management, des freins et des leviers. C'est surtout au niveau de la compétition sportive qu'il faudrait que

cela soit restructuré, comme pour le hand-ball. Il faut plus de structures pour plus d'accueil et avoir plus de formateurs pour former. Ce ne sont pas les jeunes qui manquent, ni leur espoir ni leur capacité physique, mais plutôt l'encadrement. Et qui dit encadrement, qui dit structure, dit effectivement moyens, les moyens financiers.

Il faut d'autres ressources pour le financement du sport, notamment du sport féminin. Une athlète féminine coûte aussi cher qu'un athlète masculin qui, lui, va gagner deux fois plus.

Quelles solutions pour développer le sport féminin ?

Il y en a plusieurs : des journées découvertes avec des pass de licence découverte, un accès à toutes les pratiques sportives, pour tous les créneaux familiaux notamment, une fidélisation. Créer des amicales de joueuses, cela existe déjà, mais peut-être en faire d'autres.

L'accès aux postes de dirigeant manque aussi gravement. Les bénévoles dans les stades sont malheureusement trop souvent derrière la buvette. Il y a un manque d'entraîneur, d'éducatrice et un manque de compétition sportive, tout simplement.

Pour conclure, en réalité, le pire danger de la féminisation, c'est l'homme. L'homme qui, lui, fait son sport, laisse sa femme à la maison. Je ne dis pas qu'il faut changer d'homme, je dis qu'il faut changer l'homme, lui faire voir que le sport n'est pas uniquement réservé à ces messieurs, mais à toutes les femmes et toutes les filles.

L'EGALITE FEMMES-HOMMES DANS LE SPORT : QUELS ENJEUX ?

Haïfa TLILI, sociologue, chargée de mission à l'université Paris Descartes

Je vais vous proposer une réflexion collective à partir de mes recherches de terrain, avec différents publics, des jeunes filles, des jeunes femmes et des acteurs du monde sportif. J'ai réalisé une recherche action avec l'UFOLEP entre 2013 et 2014, où j'ai notamment donné la parole à des filles qui ont entre 14 et 19 ans, pour savoir pourquoi elles ne pratiquaient pas une activité physique et sportive. Cela a été une importante recherche action sur 100 filles et 40 acteurs (responsables des sports dans différentes mairies, professeurs d'EPS et éducateurs/trices sportifs), un travail qualitatif pour mettre en avant les représentations autour du corps et de l'activité physique mais aussi les discours à déconstruire.

Au-delà de cela, à l'UFOLEP, je mène deux actions pilotes. En tant qu'élue, nous créons un groupe pour essayer de renforcer le leadership des femmes au sein du comité directeur et du bureau national. À côté, nous montons un programme pour essayer de changer véritablement la donne avec les filles des quartiers populaires en associant les mamans.

Dans cette réflexion collective, la méthodologique qualitative occupe une place centrale. Le but est d'avoir un regard critique sur notre méthode de travail.

Le sport n'est pas neutre. Il est construit dans un système d'influences qu'il faut prendre en compte.

(...)

Nous comprenons tout de suite que le sport a été construit par, pour et avec des hommes, pour renforcer masculinité et virilité. Il faut bien comprendre tout cela pour pouvoir déconstruire les préjugés et cela demande énormément d'énergie surtout lorsqu'on est une femme ou lorsqu'on n'est pas impliqué dans cette virilité ou cette masculinité. Le rapport à ces injonctions est complexe, pour les femmes mais aussi les hommes.

Une deuxième chose importante. Il faut arrêter de croire que le sport véhicule automatiquement des valeurs positives universelles. Cela va dépendre de l'idéologie, de la formation et de la forme que nous voulons lui donner. C'est pourquoi il est important d'y réfléchir en amont. En outre, si dans un premier temps nous n'avons pas la bonne réflexion, nous risquons de reproduire les mêmes erreurs. Quelles sont ces erreurs ? Des discriminations, un système patriarcal d'injonctions qui pose problème dans l'équilibre des valeurs et la participation de toutes et tous.

Et un troisième point qui est aussi important, il faut faire très attention à cette définition néolibérale du sport où la compétition institutionnalisée est structurée pour être rentable, pour avoir des médailles et se démarquer d'autres concurrent.e.s. J'ai l'impression qu'ici, à Orléans, vous avez la chance d'avoir de grands clubs, mais la compétition de haut niveau ne représente pas la majorité des pratiques. Ce n'est pas non plus ce que veulent automatiquement les filles. Cela ne veut pas dire que c'est interdit ou que ce n'est pas bien. Il est bien sûr important de donner la possibilité à ces filles et à ces femmes de pratiquer dans le cadre de compétitions, mais la majorité des filles interrogées veulent surtout pratiquer pour le plaisir sans pression,

pour se retrouver, pour « kiffer ». A partir du moment où nous avons compris cette base, nous allons pouvoir plus facilement les accompagner.

Cette logique néolibérale, dictée par des règles économiques extérieures, de la médiatisation par exemple, il faut pouvoir la contrôler. Il ne faut pas non plus être pris au piège des représentations véhiculées par les images, parce que les femmes y sont souvent dévalorisées ou réduites (culte du corps, de la minceur, de l'apparence et de la beauté qui peuvent être hypersexualisants).

Une fois que nous avons placé les cadres d'influence, dans lequel il faut réussir à se protéger, se préserver et changer, nous allons maintenant pouvoir aborder le deuxième point qui est l'égalité.

Vous savez très bien que la loi du 4 août 2014 sur l'égalité entre les femmes et les hommes établit une obligation de parité pour les fédérations sportives et les établissements publics. Nous pouvons imaginer que, dans toutes les fédérations qui reçoivent des subventions, il y a cette égalité et donc, « tout va bien dans le meilleur des mondes », puisque nous devrions avoir 50% de femmes et 50% d'hommes impliqués. C'est malheureusement une illusion qu'il faut absolument plus travailler, déjà parce que ce n'est pas évident d'atteindre ces proportions et aussi parce que ce n'est pas parce qu'il y a 50-50 qu'il y a une égalité réelle dans la participation active des femmes et des hommes. Et pourtant cette participation active inclusive a une place centrale dans l'organisation, la politique ou dans les actions de l'association sportive.

Objectivement parlant, il y a des habitudes de prise de parole (souvent plus nombreuses et plus longues pour les hommes) qu'il faut mieux gérer pour permettre à chacune et à chacun d'avoir sa place dans la gouvernance, pouvoir apporter ses meilleures compétences, ses expériences et faire remonter les réalités de terrain, avec le plus d'efficacité possible.

Si en haut de la machine, au niveau de la gouvernance les prises de parole sont bloquées, cela va avoir un impact sur le traitement de la réalité de terrain et vice et versa. Il faut que les informations puissent circuler, être traitées avec fluidité, en étant représentatives de la réalité des publics. La gouvernance doit être véritablement connectée au terrain. Il faut que chacun puisse trouver sa place, briller comme il le faut, à tous les niveaux, que ce soient avec les jeunes, les mentors, les tuteurs/trices, les arbitres qu'il faut absolument impliquer, mais aussi avec nos élus et nos responsables qui prennent des décisions politiques.

L'égalité est une donnée culturelle, qui évolue, d'un pays à un autre. En France, cette question dans le sport est relativement récente. Aux États-Unis, ils ont créé une loi intéressante qui s'appelle le titre IX, the *Title IX*. Cette loi dit clairement que dans toutes les structures qui bénéficient des subventions de l'État, il doit y avoir égalité dans la participation des femmes et les hommes, sinon les subventions sont coupées. En 30 ans, l'écart qui existait entre les femmes et les hommes s'est comme par magie réduit. C'est ce qu'on appelle une action politique très efficace. Pour changer la donne, réduire ces inégalités, il faut aussi avoir la volonté de changer les choses et d'investir véritablement cette question au niveau des lois. Ces lois n'auraient pas pu exister sans la pression des premières concernées par ces discriminations, l'engagement des femmes et des féministes. Pour que cela dure et se diffuse, la participation de toutes et tous est importante, celle des hommes est aussi importante que nécessaire.

De quelles femmes parlons-nous ? Tout à l'heure, j'ai beaucoup entendu le terme de « La femme ». Mais qui est cette femme ? C'est un concept qui n'existe pas. Nous sommes des femmes, nous sommes plurielles, complexes, paradoxales et ambivalentes, comme les hommes.

L'identité ne correspond pas à un bloc rigide. Il est important de déconstruire cette caractéristique homogène de la femme, parce que cela nous pose un problème. Moi, si je me situe, je suis née en France, j'ai des origines nord-africaines, j'ai suivi plusieurs formations à l'université, j'ai un certain nombre de privilèges, et j'ai aussi un certain nombre de freins, de difficultés que d'autres femmes ou d'autres hommes ne vivent pas obligatoirement. Cela ne veut pas dire que je suis supérieure ou inférieure à elles/eux, c'est juste que je me situe avec des privilèges, des oppressions, des difficultés, des représentations, des expériences que nous avons ou non en commun. Donc, c'est très important de parler des femmes au pluriel. Cela va nous permettre d'éviter la généralisation, l'homogénéisation, donc l'invisibilisation des individus minoritaires et donc la reproduction voire l'amplification des discriminations.

Lorsque nous invisibilisons les femmes ou les filles, nous ne les prenons pas/ ou nous ne voulons pas les prendre en considération. C'est un combat féministe. Les femmes nous existons. Nous sommes allées dans la rue. Nous avons enlevé nos soutiens gorges et nous avons commencé à réclamer nos droits qui étaient légitimes. A chaque fois que nous avons commencé à ouvrir les yeux sur des populations invisibilisées (femmes, homosexuels, handicapés...) c'est parce qu'on a commencé à prendre en considération leurs subjectivités, qu'on a pu ensuite prendre conscience des inégalités et des discriminations subies. Et c'est ce processus qui permet de faciliter leur inclusion dans les différentes sphères de la société. En sortant ces femmes de l'invisibilité, nous les prenons en considération et nous pouvons favoriser leur inclusion. Parfois, on ne veut pas ouvrir les yeux. Et il serait intéressant de se questionner pourquoi ? Mais là c'est un autre débat. Nous reviendrons peut-être là-dessus. Dans tous les cas, il est important de ne pas partir sur une identité rigide, homogène de l'identité.

La méthodologie de recherche a son importance. Pour comprendre les femmes, il faut pouvoir mettre en avant leurs subjectivités. Pour changer les choses sur le terrain, il faut pouvoir parler aux femmes, comprendre la complexité dans laquelle elles vivent. En tant que femme (ou homme) l'individu peut être déchirée entre sa/ses vie(s) professionnelle(s), sa vie familiale, les différentes contraintes. Dans ce cas, l'identité devient complexe, et peut parfois être paradoxale voire ambiguë. L'individu est capable de ça.

Grâce à la complexité des subjectivités, nous allons pouvoir comprendre quelles sont leurs représentations et les discours de référence. Est-ce que ce sont des discours uniquement basés sur la beauté et l'apparence ? Hyper sexualisant ? Est-ce que ce sont des discours religieux ? Des discours autour de la compétition et la performance ? Qui font référence au patriarcat ? Des discours néolibéraux ?

Ces différents discours de référence vont influencer la construction de l'individu, ses représentations et ses subjectivités. Avec ce travail qualitatif autour des subjectivités et des représentations, on va pouvoir matérialiser les discours et donc pouvoir les déconstruire s'ils sont discriminants pour mieux les reconstruire ensuite. Tout ce travail d'écoute, de discussion n'est pas une perte de temps, il est fondamental si nous voulons vraiment aller vers une égalité réelle.

Je vais donner plusieurs exemples parce que je me rends bien compte que ces termes que j'emploie ne sont peut-être pas accessibles. Lors de mon travail de recherche postdoctoral à l'Institut Simone de Beauvoir de Montréal, j'ai travaillé sur la construction de la santé des femmes immigrantes qui viennent du Maghreb. Ces femmes peuvent avoir ou non une pratique religieuse. Elles sont toutes issues de famille avec un fort potentiel économique, puisqu'elles ont pu immigrer au Canada, dans des conditions favorables d'éducation. Quand je leur ai demandé ce qu'était pour elles la santé, ce que cela représentait ; elles ont fait référence à des discours très particuliers.

En référence à leur culture d'origine, elles vont pouvoir dire : « Pour moi, c'est important d'avoir de la chair. Quand je me sens trop maigre, je ne me sens pas du tout en santé ». Elles vont aussi jouer avec les codes de la culture canadienne en disant : « C'est aussi important que je sois « *fit* » (adjectif anglais qui veut dire en forme, musclée) et que je m'entretienne parce que je sais qu'il est très bien vu au Canada d'être musclée et active. » Donc, elles négocient entre cette culture de leur pays qui est vue positivement et la culture dans laquelle elles ont envie de s'intégrer. C'est paradoxal mais elles jouent là-dessus.

Un autre exemple, elles me parlent de leur voile religieux, appelons le foulard. Alors qu'une des filles a une tenue tout à fait classique, elle porte juste un petit foulard qui cache ses oreilles et elle me dit : « C'est très important d'être séduisante. » Je lui ai demandé de m'expliquer ce qu'elle entendait par-là. Elle me dit : « Il faut que le corps soit creusé au niveau des hanches et du ventre mais sans avoir le vêtement qui colle trop près du corps. Dans ces cas-là, je vais devoir trouver un vêtement un peu plus large pour cacher mes formes, mais il faut que je maîtrise mes formes, donc mon poids. Il faut que j'arrive à jouer avec cette limite du corps et du vêtement pour être dans une zone qui est respectable de pudeur religieuse tout en en me sentant séduisante. » Je note donc le paradoxe, d'un côté, une sexualisation influencée par la culture canadienne et de l'autre côté, elle va faire référence à une culture traditionnelle et religieuse, où la chair a sa place en respectant une pudeur du corps. Pour cette jeune femme, c'est dans cet espace (entre le corps et le vêtement) que la santé va être construite. Il faut que la santé respecte ces deux références. Les médecins et les responsables institutionnels doivent être conscients de cette construction du corps, paradoxales, s'ils veulent parler à ces femmes avec des références qui font sens pour elles.

Dans le champ des discours et des représentations, il y a différents enjeux de pouvoir. On parle de systèmes d'oppression qui placent les individus les uns aux autres. Nous sommes femmes, d'une certaine classe sociale, d'un certain âge, avec une couleur de peau, une religion ou pas, d'un ou plusieurs types de sexualité, avec ou pas un handicap. Ce sont des types de catégorie, avec des rapports de pouvoir et d'oppression, qui vont influencer la construction et la prise en compte de l'individu dans la société. Il faut pouvoir les questionner. Je fais cette petite parenthèse parce que les féministes actuelles en France, en sociologie du sport en tout cas, travaillent majoritairement sur les discriminations portées sur le genre et la classe sociale. Il faut ouvrir cette boîte de pandore et ne pas laisser de côté toutes les autres femmes qui subissent simultanément plusieurs formes de discriminations. Oui on peut être une femme noire, musulmane, lesbienne et/ou handicapée. Alors, il faut être capable de s'armer théoriquement et méthodologiquement pour voir ces femmes, leur donner la parole, les comprendre, voir comment l'individu se construit pour pouvoir lutter contre l'ensemble des discriminations.

Pour illustrer mes propos, je fais une petite parenthèse sur un documentaire qu'a réalisé Amandine GAY (2017) *Ouvrir la voix*. Je vous pousse à aller le voir, parce qu'elle donne la parole aux femmes noires. Pour une fois, l'expérience corporelle vécue par ces femmes est retransmise sous forme vidéo, c'est très intéressant. Ce film a été une révélation qui leur a permis de se réapproprier leurs histoires, de sortir de leurs invisibilités et ainsi être actrices de leurs vies pour tenter d'améliorer leurs quotidiens. En ressentant le besoin de partager leurs souffrances, il a été possible de prendre conscience des injonctions vécues, des discriminations et des différents systèmes d'oppressions.

Sur cette diapositive, nous avons défini trois concepts importants qui sont l'égalité, le sport et les femmes et les hommes.

Sororité



- ❖ **Allié.es** : se mettre du côté des femmes
- ❖ La parole aux concernées discriminées
- ❖ **Ecoute bienveillante**
- ❖ **Favoriser convergence et solidarité des luttes**, pour déconstruire injonctions, préjugés et stéréotypes.
ex.: Les Dégommeuses en Fr
- ❖ **Favoriser le dialogue** et combattre les oppressions dans d'autres cercles
- ❖ **Objectif** : Facilite l'inclusion de tou.te.s



Nous arrivons sur ce fameux concept de sororité. Nous avons parlé de fraternité, mais parlons de sororité. La sororité, c'est cette solidarité entre femmes. Ce n'est pas un gros mot, c'est fondamental pour permettre aux femmes de libérer la parole, de prendre conscience des injonctions, de renforcer l'estime de soi et de trouver ensemble des solutions adaptées.

Un autre exemple, je ne sais pas si vous connaissez l'association Les Dégommeuses sur la région parisienne mais très active au niveau national et international pour les droits des LGBTQI. Même si elles se trouvent sur une oppression particulière qui est plutôt liée à la sexualité, elles sont les premières à prêter main-forte aux femmes qui vivent d'autres types d'oppressions (racisme, classisme, validisme...). Si on prend le cas des femmes qui portent le foulard, elles étaient capables de comprendre les injonctions que ces femmes pouvaient vivre, et l'injustice face au non-respect de leurs identités ou de leur choix de se couvrir ou pas.

Nous pouvons voir le même type de solidarité féminine, avec Megan Rapinoe, joueuse de l'équipe de football, qui met le genou à terre pour apporter son soutien à Colin Kaepernick

(boycott pour protester contre l'oppression des noirs aux États-Unis). Malgré le fait qu'elle ne soit pas noire, elle a partagé cette énergie parce que c'est une chose qu'elle comprenait et qu'elle vivait aussi dans sa chair, en tant que femme sportive lesbienne.

Dans la première diapositive, nous parlions des enjeux et ils sont nombreux Il y a des enjeux que nous connaissons : enjeux politiques, enjeux de santé publique, etc (CF. Diapositive sur les enjeux). En permettant à plus de femmes de pratiquer des activités physiques, nous savons qu'il va y avoir moins de conséquences négatives sur la santé, liées à la sédentarité aux maladies cardiovasculaires, etc.

Il y a aussi un enjeu économique en réclamant des salaires équivalents. Comme vous l'avez bien rappelé précédemment, c'est la première des exigences.

Des enjeux de formation, nous en avons un peu parlé tout à l'heure. Il est important de savoir comment agir sur le terrain, de manière adaptée, pour réduire les inégalités. Encore faut-il bien connaître les connaissances à transmettre, les choses à changer et les discours à déconstruire pour alimenter les contenus de formation des futurs acteurs de terrain.

Enjeux géopolitiques, surtout avec les Jeux Olympiques. Il est clair que c'est très important pour la représentation de la France dans le monde, mais il y en a d'autres qu'on a oublié comme celui de la maternité par exemple. Dans les médias, nous commençons un peu à entendre parler des femmes qui ne veulent pas être privées de compétition après une période de grossesse. Pourquoi seraient-elles privées du retour à l'activité physique à haut niveau alors que les hommes, eux, ne sont pas confrontés aux mêmes difficultés (qu'ils soient sportifs de haut niveau ou juste pères). Une injustice nous apparaît là. Il n'y a pas si longtemps on ne se posait même pas cette question, c'était normal de voir des championnes se questionner et choisir entre continuer d'avoir une vie de sportives impliquées ou alors se retirer pour sa grossesse et assurer son rôle de mère.

J'insiste sur un autre point, les violences faites aux femmes. Dans le sport, nous savons que cela existe, mais il y a une omerta qui est présente. Vu l'instabilité économique dans laquelle elles vivent, la peur de parler, la peur de ne pas être soutenue et la peur de tout perdre. Ces fragilités ne permettent pas aux femmes de pouvoir dévoiler un certain nombre de problématiques.

La lutte contre le racisme, nous n'en parlons pas beaucoup au niveau des femmes sportives. En tout cas, j'ai eu l'impression que c'était davantage du côté des hommes. Au niveau du foot, il y a eu de nombreux cas spécifiques. Cela ne veut pas dire que le racisme n'existe pas chez les femmes mais que l'invisibilité et l'invisibilisation sont significatives. Cela mériterait d'être dévoilé. Tout dépend ce que nous mettons derrière racisme. L'islamophobie est une forme de racisme, car touche majoritairement en France les personnes descendantes d'Afrique du Nord ou de l'Ouest. En tout cas, les femmes musulmanes qui portent le foulard pour des raisons personnelles religieuses sont les premières à être touchées par ce type de discrimination.



A travers ces différentes photos, on y voit la complexité des femmes. Par exemple, Serena WILLIAMS, qui vient d'accoucher et qui, grâce à son équipementier va faire le *buzz* avec cette tenue noire à Roland-Garros (censée lui permettre d'améliorer sa circulation sanguine). Alors qu'on lui avait interdit cette tenue, noire, car elle ne respectait pas les codes de féminité imposés (jupe) ; elle se présente quelques semaines après à l'US Open de New-York en tutu, haut asymétrique et collant de contention en résille. Serena Williams joue avec les codes, ce qui remet en question les discours discriminants véhiculés par les médias ou par les institutions.

Dans toutes ces photos, le point commun c'est le plaisir des femmes, à pratiquer un sport ou une activité physique. Au 21^{ème} siècle, en France, on vient à peine de représenter le clitoris 3D. On a du retard en termes de plaisir féminin, et pourtant le plaisir, au centre de toute activité physique permet aux femmes de se réapproprier leur corps. C'est aussi simple que cela. Que l'on soit une femme qui veut se couvrir, se dévêtir ou avec un fort taux d'hormones masculines, comme avec le cas de Caster Semenya.

Les seules options seraient d'imposer « une bonne manière de pratiquer », mais qui a imposé cette norme ? Pourquoi ? Pour qui ? Quand ? Par rapport à quoi ? C. Semenya serait alors obligée de faire des piqûres d'hormones, pour rétablir son niveau de testostérone, pourtant produit naturellement ? C'est là tout le paradoxe du système, pour assurer une égalité, on serait capable de la « doper », de la dénaturer, sans parler des conséquences sur sa santé.

Et ces femmes qui, tristement, se débrouillent pour pouvoir avoir une tenue dans laquelle elles se sentent bien pour pouvoir profiter de la mer avec leurs enfants ou petits-enfants. Petite parenthèse, on ne les voyait pas il y a quelques années, car tout simplement elles n'allaient pas à la plage. Premièrement, cela ne se faisait pas dans leur culture (trop peur du jugement des autres). Deuxièmement, elles n'étaient pas prêtes. La natation était sûrement vue comme une perte de temps. Et troisièmement, elles n'avaient pas envie d'accompagner leurs petits-enfants à la mer. On peut analyser cette nouvelle tendance comme négative ou rétrograde, mais moi j'y vois tout de même un changement positif.

Tout dépend de la lentille que nous allons utiliser. De mon côté, je vois une situation nouvelle positive, parce que je crois aux vertus du sport, de l'activité physique, du plaisir que cela procure et du changement que cela peut amener dans la vie. Une femme qui se baigne comme ça, c'est une femme qui a osé dépasser les barrières culturelles et traditionnelles, qui a envie de nager ou d'apprendre à nager, qui a dû remettre en question les injonctions patriarcales de son groupe de référence (l'extérieur serait plus pour les hommes et l'intérieur pour les femmes). C'est une révolution pour cette femme car cette pratique nouvelle va entraîner d'autres effets positifs sur son bien-être et le désir de se prendre en main pour entretenir sa santé tout en profitant des joies de la baignade estivale.

Il y a quelques années, cela n'aurait jamais été imaginable par ces mères de famille. Il faut prendre conscience aussi de cette amélioration. Cela étant, tout dépend d'où nous nous plaçons et cela nécessite de se décentrer. Si nous avons l'habitude de nous mettre en bikini et que nous voyons cette femme arriver dans cette zone. Il est évident que cela va attirer les regards et perturber les habitudes locales.

Comment favoriser l'égalité?

- ◇ Salaire égal pour même statut
- ◇ Encourager, accompagner et soutenir les femmes à tous les niveaux (responsables, coaches, leader femme, animatrices, rôles modèles, pratiquantes...)
- ◇ Réussir à se positionner dans nos privilèges pour une inclusion active (conscience des systèmes d'oppression)
- ◇ Ecouter, parler et partager
- ◇ Se remettre en question : analyse critique des représentations (qualitative)
- ◇ Faire émerger les discours discriminants de référence (sexiste, hypersexualisant, paternaliste, néolibéral, raciste, validiste, homophobe...)
- ◇ Les déconstruire et proposer d'autres discours inclusifs et bienveillants
- ◇ Innover ensemble et arrêter de reproduire les injonctions !
- ◇ Travailler en réseaux avec/pour/par les femmes et mieux se former pour être de bon.ne.s allié.e.s

Comment favoriser l'égalité ?

Bien sûr, parler de salaire égal pour toutes et tous. Ecouter, parler, partager, parce que sinon les préjugés se reproduisent et les discriminations sont invisibles. Il faut aussi prendre conscience que nous avons toujours une posture, un statut, une altérité qu'il faut pouvoir questionner. D'où je pars ? Qui suis-je ? Qu'ai-je de différent par rapport à l'autre ? En quoi mon regard et mon expérience peuvent m'aider à comprendre les injustices exprimées ? Nous avons des privilèges et des préjugés. Pour ne pas reproduire les injonctions discriminantes, il faut être proche des publics, donner la parole aux différentes personnes pour savoir comme elles vivent et ressentent les choses.

Un dernier point, il est essentiel de travailler collectivement. Nous n'avons souvent pas le temps, nous sommes souvent sous pression. Nous avons souvent des subventions qui sont en concurrence. Il est donc très compliqué de travailler ensemble, mais je pense que le nerf de la guerre, c'est de pouvoir enfin travailler ensemble intelligemment, d'être accompagné et surtout mieux se former.

Quelques résultats de la Recherche Action UFOLEP - Université Paris Descartes 2013-2014 (Tlili & Delorme, 2014).

La question centrale : Pourquoi les filles des quartiers populaires ne pratiquent pas d'activité physique ?

Nous avons un certain nombre de connaissances inquiétantes surtout quantitatives – vous les connaissez plus que moi – et nous avons aussi des préjugés autour des quartiers populaires, parce que nous pensons que leur absence de pratique est due à des questions culturelles si on fait référence aux rapport Deydier (2004). Je ne sais pas ce que cela veut dire culturel ? Que mettons-nous dans le culturel ? Cette recherche action a cherché à combler ce manque de connaissance, en donnant directement la parole à ces jeunes femmes mais aussi aux acteurs du monde sportif impliqués dans cette problématique.

J'ai interrogé une centaine de filles qui ont entre 14 et 19 ans et 40 acteurs sportifs (des responsables des sports municipaux, des professeurs d'EPS et des éducateurs sportifs). Le terrain de recherche a duré 10 mois sur 6 départements (Nord, Île-de-France et le Sud-Est de la France). L'objectif était de donner la parole à une diversité d'individus, en faisant des entretiens individuels et collectifs (Focus Group), afin de mieux comprendre et définir leurs caractéristiques, d'essayer de faire émerger des recommandations et de co-construire des programmes adaptés.

Voilà comment je me présentais et présentais ce travail de recherche « *Nous sommes ensemble. Nous voulons réfléchir ensemble. Nous sommes dans une conversation, peut-être que j'ai des préjugés, peut-être que tu en as. Si ce n'est pas clair, n'hésite pas à me poser des questions et je n'hésiterai pas à t'en poser* » « *J'utilise des mots ou des concepts comme celui de « sport », mais n'hésite pas à me dire si cela te convient ou me proposer autre chose* ».

Dans ce cadre, le but est de provoquer les sujets, d'ouvrir les boîtes noires et d'aller dans des zones nouvelles. Il s'agit vraiment de pousser les filles et les acteurs à aller se questionner, dépasser les préjugés et les tabous pour s'autoriser à répondre aux questions importantes, pour faire émerger des choses nouvelles et intéressantes. Je leur posais trois questions :

- **Que représente « le sport » pour les filles qui ne pratiquent pas d'APS ?**
- **Quels sont les freins à la pratique pour elles et les acteurs ?**
- **Quelles sont les recommandations émergentes pour permettre aux filles de pouvoir plus pratiquer d'APS ?**

Pour les filles des quartiers populaires qui ont entre 14 et 19 ans et qui ne pratiquent pas d'activité physique, l'activité physique est majoritairement associée au plaisir, beaucoup moins à la compétition. Elles rejettent l'effort, parce qu'elles ne le comprennent pas. « L'effort, cela fatigue. Pourquoi se fatiguer ? ». Il y a d'autres choses plus importantes pour elles : être avec les amis, pouvoir sortir au centre commercial, faire du *shopping*. Elles voient la nécessité de faire du sport uniquement lorsqu'il faut maigrir ou pour être belle.

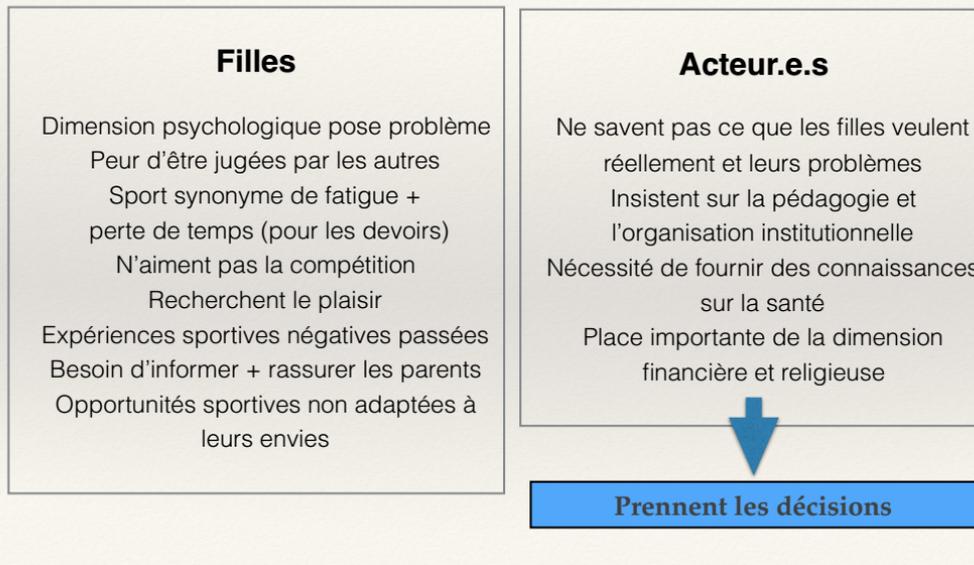
La définition de l'activité physique, dans sa logique physiologique du sport santé, elles n'en parlent pas que rarement. D'ailleurs, elles ne comprennent pas pourquoi « le muscle souffre ». Je pense qu'il y a un gros travail autour de cette connaissance physiologique et cardiovasculaire. En quoi l'activité physique est importante pour la santé qu'elle soit physiologique, sociale, psychologique ou intellectuelle. « En faisant des APS, tu vas être meilleure », « tu vas être une meilleure femme », « tu vas être beaucoup plus puissante en faisant une activité physique ». Ce n'est pas un mythe c'est prouvé scientifiquement mais peu mise en valeur dans leur quotidien.

Les acteurs, eux, ont du mal à répondre à la première question et c'est très intéressant. Ils sont assez déstabilisés par la question. Ce qui est tout de même assez inquiétant. Ils insistent beaucoup sur la dimension sociale et collective. En revanche, ils ne parlent pas beaucoup de la dimension psychologique, alors que nous la sentons très tôt auprès des filles. Elles disent avoir très peu confiance en elles, on ressent une faible estime d'elles-mêmes et ont très peur du regard de l'autre. La dimension psychologique est centrale dans leur verbatim. Il est donc important de pouvoir accompagner les filles et jeunes femmes à se renforcer psychologiquement en réduisant la place des injonctions sur le corps (beau, maigre et sexy).

Quels sont les freins à la pratique ?

D'un côté, c'est le regard et le jugement des autres, puis l'effort physique contraignant qu'elles ne comprennent pas, vient ensuite la dimension psychologique qui est affaiblie et les obligations familiales (aider la mère, tâches ménagères et s'occuper de la fratrie). Elles sont obligées d'accompagner leurs mères dans les différentes responsabilités – parce que ce sont souvent des familles monoparentales.

Décalage sur les représentations du sport, entre filles et acteur.e.s du sport (Tlili & Delorme, 2014)



Les filles partagent aussi leurs mauvaises expériences d'APS. Il suffit d'une très mauvaise expérience, pour que cela ne donne pas/plus envie aux filles de pratiquer une activité physique. Il est donc très important, pour les personnes qui ont du potentiel, de mettre de meilleurs éléments afin de les mettre dans une autre action.

Elles ont l'impression que l'activité physique est une perte de temps. Ce n'est pas rentable, parce qu'elles n'ont pas compris en quoi cela pouvait positivement jouer sur leur vie.

Elles ont une motivation réduite, superficielle, instable, par période, mais pas intrinsèque. C'est cette motivation intrinsèque qui va vous amener du matin jusqu'au soir à vous engager, vous entraîner, à ne pas lâcher, à se concentrer sur les effets bénéfiques et moins porter d'importance sur les effets négatifs ou les inconvénients.

Pour les acteurs, eux, il est intéressant d'observer des petits décalages. Les acteurs vont quant à eux surestimer les freins institutionnels qui les concernent : « Nous n'avons pas assez d'éducateurs. Les infrastructures sont de mauvaise qualité. La pédagogie est à améliorer. La formation n'est pas super. » Ils vont sous-estimer la dimension psychologique et les efforts vécus par les filles. Là, il y a un *gap* entre les représentations des freins des acteurs et les représentations des filles.

Ce qui influence la pratique des filles

Je m'arrête une demi-seconde sur ce modèle écologique des facteurs influençant la pratique des individus. On peut à la fois l'analyser du côté des facteurs favorisant la pratique ou freinant la pratique des individus. Au centre l'individu et autour différentes couches d'influence.

(...)

Comme première couche on a les facteurs individuels comme les facteurs biologiques, l'âge, le sexe, les facteurs psychologiques, les croyances, les valeurs, le plaisir, l'image de soi. C'est vraiment ce qui caractérise intimement l'individu.

Ensuite, il y a le microenvironnement et les facteurs interpersonnels. C'est la relation que nous allons avoir entre les individus. Cela va être par exemple l'individu avec sa famille, ses amis et ses pairs, le type de logement, le véhicule, la cité, la communauté, l'école.

Dans un troisième temps, un temps qui est non négligeable, c'est l'environnement politique qui influence l'environnement interpersonnel.

Tout à l'heure, nous parlions du *up down* et *down up*. Vous, en tant que responsables, notamment les responsables politiques, vous savez très bien que nous avons besoin de législations adaptées. Nous avons besoin d'un accompagnement politique adapté pour pouvoir être efficace sur le terrain. Là, nous voyons bien le *up down*. Mais il faut absolument que le public, les publics puissent faire émerger un certain nombre de données. Ce sont ces deux mouvements, lorsqu'ils sont bien connectés, qui nous permettent de mener des actions efficaces.

Si l'individu ne pratique pas d'activité physique, il est important de prendre en considération les différentes influences pour ainsi pouvoir activer/ ou corriger certains leviers. Je regarde l'individu dans son environnement, et je me dis : « Tiens, est-ce que cette personne a du plaisir dans l'activité physique ? Est-ce qu'elle parle de motivation intrinsèque ou extrinsèque ? Est-ce qu'il y a des espaces dans lesquels elle peut pratiquer autour de son domicile, proche de l'école ? Ces environnements sont-ils ou non adaptés au public féminin ? » Et après, je peux bien sûr regarder le temps disponible pour les loisirs, etc. Je peux donc voir ces différents points à la fois comme des freins mais aussi comme des leviers d'action. Donc, il suffit peut-être de jouer sur une variable pour faire changer l'action de l'individu. C'est à la fois un point fort pour trouver des leviers mais aussi pour nous expliquer que l'individu est enfermé sous ces couches de freins (comme un oignon) plus ou moins rigides, systémiques, et que, malheureusement, il faut faire bouger ces couches pour permettre à l'individu d'agir.

Recommandations émergentes (Tlili & Delorme, 2014).

Sur le court terme, il est d'abord important de redonner du sens à l'activité physique avec de réelles connaissances autour du fonctionnement physiologique du corps pour qu'elles comprennent concrètement en quoi l'AP va avoir un impact positif sur leur santé.

Proposer bien sûr des activités qui soient variées, ludiques – il faut qu'il y ait du plaisir – car la compétition n'est pas essentielle pour elles.

Le troisième point, il faut qu'il y ait des espaces où elles se sentent en sécurité, des espaces qui stimulent la parole des femmes. Il faut qu'il y ait des individus qui donnent envie de parler d'elles et de leurs expériences plurielles vécues. Qu'elles prennent conscience de leurs caractéristiques et des injonctions subies. Il faut donc qu'il y ait des leaders, des mentors, des *rôle modèles*, des personnes (bien formées) qui aient l'oreille pour les écouter, les rassurer et les encourager dans leurs actions au quotidien. La formation de ces acteurs et actrices clefs se fera sur la déconstruction des stéréotypes notamment sur les discours qui associent l'AP, à la beauté (hyper sexualisation) et à la lutte contre l'obésité. Ce n'est pas parce qu'on est « belle » et « fine » qu'on est en santé. Il est important de pratiquer des AP peu importe la forme de son corps. Il est important de rendre en compte l'ensemble des dimensions de la santé : physiologique, psychologique, sociale...

Il est important de développer une forte communication de proximité avec les familles. Certaines familles, les mères en particulier, n'ont pas d'expérience positive dans la pratique sportive. Il paraît difficile dans ces cas-là, pour les mamans, de trouver les bons mots et des attitudes adaptées. Si la maman a vécu une expérience positive, elle va relativiser l'expérience négative de sa fille et elle va pouvoir trouver les mots pour rassurer et encourager sa fille et aller chercher la motivation intrinsèque, qui est importante pour stimuler son activité.

(...)

Dans les propositions à moyen et long termes, nous devons absolument former des éducateurs et éducatrices sur la question des stéréotypes, de prendre en compte la complexité des discriminations vécues. Une vision féministe intersectionnelle est à privilégier, pour avoir une vision la plus inclusive possible et ne pas laisser certaines femmes de côté.

Pour les acteurs de terrain, il est aussi important de prendre le temps d'échanger et de s'informer avec les filles et les familles. Nous ne pouvons pas travailler avec ce public, si nous ne prenons pas du temps pour voir les familles pour assurer une transmission d'information et d'accompagnement sous forme de mentorat ou tutorat. Il faut aussi travailler en réseau. D'ailleurs, il faudrait même pouvoir accompagner les filles/ femmes avec des actions organisées sous forme de comités de pilotage, pour mettre toutes les chances du côté de ce public avec des partenaires qui agissent pour/par et avec elles.

Ce travail en réseau va permettre de capitaliser les actions autour de la pratique des femmes/filles dans un contexte particulier, de travailler en synergie, de faire converger les actions, les personnes compétentes et motivées, des différentes associations, pour vous permettre de vous renforcer sur des actions et des demandes de subventions communes.

Le fait de mettre en place un comité de pilotage va vous permettre d'avoir un meilleur suivi des actions sur le long terme, de prendre réellement le temps de poser les sujets, voir leurs évolutions et pouvoir les résoudre. Cela va vous permettre de donner plus de sens aux projets et de les ancrer. Nous ne serons plus sur des projets d'un an mais de minimum cinq ans. Les familles et les filles vont devoir s'impliquer et participer au comité de pilotage. Il y aurait même une réflexion intergénérationnelle intéressante, entre des grandes sœurs et les petites sœurs, en produisant de futures tutrices/ modèles. Là, nous touchons au cœur du problème, le travail en réseau, qui cherche à faire capitaliser les forces des parties prenantes.

Je ne rentre pas dans la troisième colonne qui traite des divergences. Les aides financières, la mixité, la religion, la discipline ou bien la souplesse dans la pédagogie d'accompagnement sont des sujets qui, finalement, vont quelque peu bouger en fonction du cadre d'enseignement, de votre proximité aux familles et de votre connaissance profonde du terrain.

Je finis par une dernière diapositive qui présente trois associations féministes canadiennes importantes, qui travaillent ensemble dans le sport en prenant en compte de la diversité des femmes et de la complexité des discriminations. On devrait beaucoup s'inspirer de ce travail collectif, qui essaient de parler à toutes les femmes. En France nous avons Femix'Sports et d'autres qui émergent, mais aucun produit des supports aussi détaillés, avec la collaboration de tout un réseau commun féministe intersectionnel qui aide à l'autonomisation des filles et des femmes (universitaires, politiques, dans le milieu de l'éducation et de l'animation) et dans différents types de pratiques (sportifs de très haut niveau, de compétition ou de loisir).

Il y a l'ACAFS (ou CAAWS en anglais) qui est l'Association canadienne pour l'avancement des femmes dans l'activité physique et sportive, Girls Action Foundation, la Fondation des Filles en action qui se trouve à Montréal et Égale Action qui se trouve dans la ville de Québec. Ces associations reconnues travaillent ensemble, produisent des supports pour grand public mais aussi des publications scientifiques. Elles sont sans cesse en train de s'alimenter parce que ces féministes ont compris que, pour pouvoir combattre les stéréotypes, le patriarcat et les injonctions faites aux femmes il fallait d'abord travailler ensemble.

TABLE RONDE : COMMENT AGIR POUR FAVORISER LA PRATIQUE SPORTIVE FEMININE ?

Elisabeth NARIN – présidente du club de boxe de Saint-Jean-de-la-Ruelle et responsable de la Maison de la réussite à La Source

Emilie DOS SANTOS – responsable du pôle espoirs féminin à Tours

Christel ROYER – présidente du club de judo de l'USO Orléans

Christian COULOT – agent de développement CDOS 28

Nathalie BONNEFOY - adjointe au Maire en charge des sports de Bourges, vice-présidente de l'ANDES, co-présidente de la commission Sport au Féminin

Eugénie KLING - professeure d'EPS au Lycée Cugnot à Chinon

Eugénie KLING, professeure d'EPS

Le lycée Cugnot accueille 240 garçons pour 40 filles. C'est un lycée essentiellement industriel, surtout des filières transporteurs routiers, carrosserie, maintenance, électrotechnique et une section agent polyvalent de restauration et là, nous avons une majorité de filles.

C'est vraiment un public à fort stéréotype, avec des difficultés pour les filles à rester dans les filières masculines et inversement pour les garçons, à se sentir bien dans la filière féminine.

Lorsque je suis arrivée en tant que professeure d'EPS face à un public essentiellement masculin et je me suis sentie moins que rien. En outre, pour les élèves masculins, il n'était pas possible que je sois enseignante parce que selon eux, je ne savais pas faire de sport. Ils se demandaient comment je leur enseignerai le sport, comment ils pourraient faire en VTT s'il y avait une panne. Il a fallu pendant un an que je montre que j'étais à la hauteur de mon diplôme, et cela n'a pas été facile.

Après cela, je me suis rendu compte que nos filles en EPS étaient – sans mentir – à peu près 60 % dispensées dans l'année, et celles qui restaient avaient un niveau en deçà des résultats nationaux au niveau des épreuves de CAP.

Là, nous nous sommes dit que ce n'était plus possible et qu'il fallait que l'on ait une réelle réflexion au sein de l'équipe EPS, ce qui nous a amenés à changer nos stéréotypes. J'étais essentiellement avec deux collègues masculins. Il n'était pas envisageable de proposer autre chose que des sports collectifs, de raquettes. Nous étions restés dans cette dynamique, avec cet esprit de compétition qui, finalement, laissait toutes les filles sur le bord de la route.

Nous avons changé nos représentations. Nous nous sommes dit qu'il était possible de faire de la gym, de faire de l'acrosport, que nous allions essayer. Mais cela n'a pas été simple. Il a fallu que l'on fasse comprendre aux garçons qu'il était possible de pratiquer « des activités de filles » et inversement, aux filles, qu'il était possible de pratiquer des « activités de garçons ». Nous avons donc proposé une palette d'activités beaucoup plus importantes et orientées vers des

compétences différentes, davantage orientées vers la maîtrise pour les filles et la compétition pour les garçons. Nous avons eu une réflexion par rapport à cela en tout cas.

Depuis, nous n'avons plus d'élèves dispensés à l'année, ce qui est une première depuis deux ans.

Ce qui est super, c'est que l'activité gym a autant fonctionné pour les garçons que pour les filles, avec des inscriptions qui en découlent à l'UNSS, chose que l'on n'avait pas non plus depuis quelques années. En contrepartie, nous avons proposé des activités avec des intervenants extérieurs, telles que la boxe. Nous avons proposé du self-défense à l'ensemble des collègues et des élèves pour apprendre à se défendre, pour essayer de sortir d'un mal-être aussi.

Nous parlons de mixité dans toutes les activités, même dans l'acrosport. Cette année, toutes nos équipes d'acrosport ont fait une représentation sur une musique en lien avec la thématique de l'égalité. Donc, ils ont été obligés de choisir une musique d'actualité qui représentait justement cette égalité fille-garçon et ils ont présenté leur chorégraphie là-dessus. C'était vraiment chouette parce qu'en plus, nous avons des migrants qui ne souhaitent absolument pas toucher une fille. Pour eux, c'était impossible. Finalement, passer par l'exploit sportif montrait que l'acrosport pouvait aussi être au-delà des figures acrobatiques, le fait d'être mis en valeur. Nous revenons à tout ce que vous disiez, tout ce qui est estime de soi. Tant qu'ils n'ont pas l'estime d'eux, nous perdons des élèves. À partir du moment où ils se sentent capables de faire des choses, où ils ont compris qu'ils n'étaient pas nuls et qu'ils pouvaient participer à leur échelle à quelque chose, tout est possible.

Concernant la manière dont les filles investissent la cour, lorsque je suis arrivée dans le lycée, au début pendant trois ans, ce n'était rien d'autre que le football. Donc, dès qu'un élève voulait faire autre chose que cela, c'était : « Bof, cela ne va pas. Tu es nul. » Il n'était pas possible de penser à autre chose que le foot. Maintenant depuis deux ans, nous avons arrêté. Occasionnellement, nous avons proposé du fitness, du CrossFit et musculation tous les midis, pour que les filles et les garçons puissent venir. Nous proposons de la gym, ainsi que des sports aussi qui sont moins connus, tels que le chat ballon. Cela permet aussi aux élèves de n'avoir aucune référence culturelle et d'avoir moins peur de venir.

Ce que l'on a aussi beaucoup travaillé, en lien avec l'UNSC 37, c'est tout ce qui se rapporte à l'arbitrage, juge, pour essayer d'amener un maximum de filles aussi au niveau des compétitions. Dans les compétitions universitaires, il faut savoir que pour être qualifié, il faut avoir au moins une fille dans l'équipe, en tout cas en lycée professionnel. Je ne sais pas comment cela se passe en dehors mais en lycée professionnel, il faut au moins une fille avec les garçons.

Il y a aussi au sein de l'UNSC 37, le lycée à Tours qui organise le challenge des ambassadrices pour essayer d'avoir un maximum de filles sur les activités telles que le self-défense, le CrossFit, etc.

Il y a le sport, facteur de self-défense mais aussi facteur de santé. Nous avons approché les filles par le prisme de la santé en leur disant que c'était bon pour leur corps. Elles se cherchent aussi et le sport peut leur permettre d'appréhender leur corps d'une autre manière.

Nous nous sommes inspirés d'une conférence de Stéphane DIAGANA qui était venu à Saumur au sein d'un colloque « Du sport à ton corps ». Il avait notamment présenté des outils très intéressants, pour voir quel était l'état de santé d'une personne par des petits tests simples. Nous

le faisons faire à tous nos entrants, toutes nos classes de seconde, Bac professionnel et CAP. Il s'avère que leur santé est catastrophique. Et cette prise de conscience fait que l'on a beaucoup plus d'élèves qui se licencient, nous sommes quand même à plus de 100 licenciés à l'UNSS. Nous proposons une licence beaucoup moins chère pour ceux qui souhaitent justement pratiquer pour leur santé et aussi par le nombre d'activités. Cela permet aussi d'avoir un public beaucoup plus large.

Christel ROYER, présidente du club de judo de l'USO Orléans

J'ai commencé assez tôt le judo, à l'âge de 7 ans. Quand j'ai commencé le judo dans les années 70, je n'avais pas le choix. Les garçons allaient au foot et les filles allaient à la danse. Mais, il y avait un sport qui pouvait proposer une certaine mixité, c'était le judo. Et le judo est un sport qui est individuel, mais qui se pratique à deux et donc l'on a toujours besoin des autres pour progresser. C'est quelque chose qui m'a suivie. C'est un sport très compliqué, avec le code moral etc., et c'est quand même quelque chose qui est important dans notre société aujourd'hui.

Au sein de l'USO judo, j'étais ceinture noire. J'étais compétitrice, ce qui m'a permis un peu de prouver ma connaissance parce que l'on n'arrive pas ainsi dans ce monde.

Je suis arrivée à l'USO judo en 87, j'étais secrétaire. Vous comprenez un peu le parcours, c'est un peu le féminin de président. C'est secrétaire.

Ensuite, j'ai été trésorière du club, et il est arrivé un moment où j'avais la connaissance un peu de l'environnement judo, de ce qu'était un sportif de haut niveau, du milieu associatif etc. Et lorsqu'on m'a confié la présidence du club, j'arrivais aussi avec un héritage à assurer et à assumer.

Ce n'est pas chose facile et j'ai eu cette chance d'être accompagnée à l'époque et de prendre confiance parce que je pense qu'il faut être accompagné et se mettre dans des instances un peu supérieures, cela a été mon cas à la fédération française de judo. L'on parle souvent de quotas. Nous avons tous eu ces échos dans notre environnement qui est de dire : « Toi, de toute façon, tu as de la chance tu fais partie du quota ».

Nous aimons ou pas ce quota, en tout cas, je pense que c'est quand même quelque chose qui est très important parce que cela nous permet d'accéder. À la fédération française de judo, nous sommes à peu près une trentaine autour de la table. Au Conseil d'administration, nous sommes 5 femmes. Je vous donne une image, c'est à nous en tout cas, nous sommes les garantes de cela. C'est-à-dire que la porte est entrouverte, nous y mettons notre pied pour tendre la main à d'autres femmes pour qu'elles puissent aussi accéder à des postes importants et surtout pouvoir leur confier des dossiers. Je pense que toutes autour de cet hémicycle avons connu cela, avoir un poste c'est bien, mais encore s'agit-il aussi de nous donner des dossiers intéressants, et les moyens de faire.

Nous avons aussi cette mission – et je prends sur moi – d'accompagner d'autres femmes en leur disant : « Oui, c'est possible. Et surtout, osez le faire. Allez-y, nous sommes là, il y a d'autres femmes. » Cela peut quelque part aussi être un exemple.

Nous avons mis en place un certain nombre de choses, de façon à favoriser l'accès à tout public, notamment en direction des femmes bien évidemment par des aménagements d'horaires. Il y a des actions plus concrètes, ce sont les stages pendant les vacances. Nous avons l'habitude de proposer des stages aux enfants pendant les vacances, mais il n'y avait jamais eu cette réflexion de dire qu'il vaut mieux les faire venir un peu plus tôt. Cela permet aussi aux femmes qui travaillent de déposer leurs enfants. L'on n'est pas forcé de faire du judo du matin jusqu'au soir, mais cela peut aussi être fait avec quelques ateliers de lecture, etc., qui rentrent dans la planification et la programmation de ces journées.

C'est faire un certain nombre d'actions pour favoriser la famille. Le judo en famille par exemple - je parle pour le judo mais je sais qu'il y a plein d'autres sports qui l'offrent aussi -, c'est aussi ouvrir des créneaux pour que les gens puissent pratiquer ensemble et en famille.

Nous avons aussi proposé du self-défense sur une journée, avec des créneaux, et aujourd'hui, nous avons sur une journée qui va commencer à 9 heures 30 jusqu'à 15 heures, 120 femmes qui vont venir pratiquer le self-défense. C'est un levier quelque part pour favoriser l'accès à la pratique. Il y a un certain nombre de femmes qui n'osent pas faire la démarche d'entrer spontanément dans une structure, dans un club. Ce genre d'initiative va permettre de favoriser cela.

Nous proposons également des crèches juxtaposées aux centres sportifs pour favoriser les femmes à rentrer sur un tatami ou dans les courts qui sont proposés. D'ailleurs c'est mixte, nous leur disons : « Soyez tranquilles, nous allons nous occuper de vos enfants et nous leur proposerons des activités ».

Il faut imaginer que nos structures, nos installations soient véritablement un lieu de vie. Il y a la maison, il y a le système éducatif, l'Education nationale etc., et il y a le sport qui peut aussi permettre de passer un bon moment dans une journée.

Elisabeth NARIN, présidente de club de boxe et responsable de la Maison de la réussite

Je suis arrivée à la boxe parce que j'étais très mauvaise en sport collectif, d'une part. Je me suis dit qu'au moins avec la boxe, ma médiocrité n'affecterait que moi. Je me suis orientée ainsi vers un sport individuel. Je pensais individuel, je ne savais pas que je n'étais pas à l'époque du tout sportive, et j'avais moi-même mes propres peurs. Je suis allée un jour dans un club à Saint-Jean-de-la-Ruelle où je ne connaissais personne. Il a fallu que je traverse toutes ces peurs, cette fausse croyance que je m'étais faite. Finalement, pendant un an, la boxe est devenue non pas un sport, mais une passion et même une drogue. J'en faisais 5 fois par semaine. Donc, c'est vraiment intensif.

Et comment je suis devenue présidente, cela a été tout naturel finalement, quand cela en devient une passion. Je n'ai pas attendu que l'on me donne ma place, ni que l'on me propose ma place, je l'ai moi-même prise. Tout simplement parce que j'ai proposé un cadre avec des règles, avec une structure complète, pour pouvoir fédérer toute une équipe, tout un groupe, tout un club autour d'un sport, et cela a pris, cela fait 10 ans aujourd'hui.

Pendant 1 an, j'ai été la seule femme et ensuite, il a fallu justement mettre en place des choses pour abandonner ces fausses croyances, ces peurs, ces croyances limitantes. Et aujourd'hui, on a complètement cassé ces fausses croyances, je pense au niveau des femmes qui sont au club, et qui continuent de lutter au fil des ans.

Nous sommes allés chercher des femmes par le prisme de l'enfant, car c'est une manière de pouvoir accéder aux femmes et les ouvrir aussi au sport. Cela ne peut pas fonctionner en étant tous seuls dans notre coin. Nous avons besoin d'ambassadeurs hommes qui affirment l'égalité hommes-femmes. Il y a de nombreux hommes qui jouent aussi ce rôle d'ambassadeur dans les quartiers. Je pense à tous ceux-là qui font pas mal de choses, et nous femmes, nous ne sommes pas là dans les quartiers pour crier et demander que l'on nous laisse de la place. Nous nous appuyons aussi sur les acteurs locaux, pour pouvoir légitimer aussi notre position.

Et cela se fait tout naturellement. C'est justement parce que cela se fait facilement et naturellement que, nous ne sommes plus là à influencer les personnes, à faire quelque chose, mais nous essayons d'inspirer d'autres femmes à dépasser leurs peurs pour faire ce premier pas vers le club.

Christian COULOT, agent de développement CDOS 28

Nous parlions de réseau et en effet, le réseau est très important. Je vais parler de terrain, aussi de territoire, parce que je suis dans un département l'Eure-et-Loir. Nous venons de faire deux semaines de tables rondes un peu plus projetées dans des territoires locaux avec les quartiers aussi. Et donc des femmes de ces quartiers sont venues nous voir faire ces tables rondes sur « femmes et sport ».

Nous constatons qu'il faut un réseau entre maisons de quartier, associations de quartier, nous parlions de l'Education nationale également, les associations sportives. C'est évident, il faut du lien entre tout cela. Et pour faire du lien, il faut qu'il y ait un acteur qui mette tout cela en réseau. Pour ce faire, parfois ce sont les associations qui ont cette idée et qui y vont toutes seules et tant mieux. Je pense qu'il y a encore énormément de travail, nous le voyons bien avec les chiffres. Et là, il faut quand même des acteurs qui puissent permettre ce réseau.

Il faut une structure qui puisse tisser ce réseau, ce lien qui apporte aux associations sportives qui ont besoin d'activité parfois, et aux autres acteurs. C'est une question d'offre et de demande aussi. Les associations de quartier, les maisons de quartiers parfois cherchent des intervenants et elles ne savent pas forcément vers qui s'adresser. Elles ne savent pas forcément ce qu'il y a de disponible sur le territoire. Il faudrait qu'il y ait un acteur qui puisse proposer tout cela.

Parmi les freins à pratique sportive féminine, il y a le frein de la mobilité, et ce dernier parfois, c'est juste une route à traverser.

Une route à traverser entre un quartier et une infrastructure sportive, une route sur quatre voies, mêmes avec des feux, les parents qui ne laissent pas forcément passer les enfants tout seuls pour aller de l'autre côté de cette route, puisqu'il est un point de frictions.

Ne serait-ce que l'aménagement de la ville, etc. et l'implantation de l'équipement sportif jouent énormément sur l'attrance des jeunes en général, des jeunes de quartier, mais je vais aussi englober les hommes.

Nous sommes dans l'enceinte régionale, je vais féliciter la subvention régionale là-dessus, sur les minibus, les véhicules en général. Mais il est vrai qu'il y a des clubs qui ont acheté des bus et qui vont chercher les enfants dans les quartiers et donc, les filles aussi. Cela permet tout de même de lever ce frein de mobilité.

Parmi les autres freins à la pratique sportive chez les femmes, il y a aussi le manque de modèles féminins. Si nous pouvons facilement nous projeter chez les hommes vers un modèle qui est totalement médiatisé à outrance et nous en avons la preuve avec certains footballeurs, c'est plus difficile pour les femmes, parce que l'on n'a pas forcément mis en avant des modèles.

Le fait d'avoir une éducatrice peut permettre d'avoir un modèle. J'ai un exemple sur un club de basket qui est passé en 4 ans de 10 licenciées au niveau des quartiers. Ce club a levé tous les freins avec une aide à la licence ou un étalement des paiements etc., un frein sur la mobilité aussi, la construction des réseaux. Ce club a fait tout cela, et en même temps, il a investi dans les compétences d'une femme qui est éducatrice, qui a permis aussi ce relationnel grâce à sa personnalité, etc. Nous parlions de compétences tout à l'heure, et c'est important.

Tous ces freins levés ont concouru à cette augmentation de licenciées féminines dans cette association.

Emilie DOS SANTOS, responsable du pôle espoirs féminin à Tours

Parfois, nous pouvons nous poser la question : « Est-ce que c'est une excuse de ne pas faire ou alors est-ce la réalité ? »

Je pense qu'il y a un peu des deux. Mais pour en avoir discuté parfois avec certains éducateurs, dans des clubs, en leur disant : « Votre club est très bien structuré. En revanche, il vous manque des équipes féminines au niveau des jeunes. » Il m'est souvent répondu : « Emilie, ce n'est pas parce que nous ne voulons pas, c'est parce que nous n'avons pas de vestiaires. Nous ne pouvons pas accueillir d'équipe féminine le samedi après-midi, parce qu'il y a déjà nos équipes garçons qui jouent ». C'est une réalité, pour moi. C'est un frein au développement de la pratique féminine.

Il y a aussi la question fondamentale de l'encadrant : « Est-ce que l'on encadre, on entraîne des femmes de la même manière que l'on encadre des hommes ? » Il est sûr que ce n'est pas pareil, de par le vécu pour des équipes purement féminines parce qu'il y a 10-15 ans, la pratique exclusivement féminine n'existait pas ou très peu. Cela s'est développé ces dernières années. Il est bien de garder une mixité, mais après, c'est sûr que parfois, il y a des choses qui me font sortir un peu de mes gonds. En effet, je m'aperçois que pour l'encadrement de l'équipe féminine, l'on va mettre la personne qui est disponible et qui n'est pas forcément compétente, des personnes qui ne sont pas forcément diplômées. Mais il n'y avait que cette personne-là. Cependant, il y a des personnes qui ne sont pas diplômées et qui peuvent être compétentes, mais j'aimerais qu'il y ait des femmes ou hommes compétents qui ont les diplômes requis et qui

encadrent un peu plus, un peu mieux nos équipes féminines pour pouvoir progresser et augmenter un peu le niveau de pratique.

Dans le cadre de la Fédération française de football, il y a une vraie volonté de développement et d'encadrement de l'équipe féminine. Permettre aux femmes d'accéder, pas plus facilement, mais en tout cas de développer l'accès aux formations, permettre notamment à des anciennes joueuses qui ne sont pas forcément des joueuses de haut niveau d'accéder à des diplômes d'encadrement pour se développer, car elles sont un peu des modèles pour les jeunes filles. Et la Fédération a envie de développer cet encadrement, en passant notamment par ces joueuses anciennes sportives de haut niveau ou pas. Cela pourrait inciter des jeunes filles à venir plus facilement.

Je prends l'exemple de notre championnat de ligue 1 féminine, notre élite. Sur nos 12 équipes, il y a une femme. Pourquoi ? Il y a des femmes qui sont très compétentes et qui n'accèdent pas à ces postes-là ?

Maintenant, raisonnons aussi en termes de compétence. Je ne suis pas à dire qu'il faut absolument que toutes nos équipes féminines soient encadrées par des femmes, il faut qu'il y ait une certaine mixité et c'est vrai que cela fonctionne bien, je trouve, dans l'encadrement de certaines équipes. Il faut pouvoir se le permettre, notamment sur les équipes de haut niveau. Je trouve intéressant qu'il y ait la mixité hommes-femmes dans un staff, vraiment.

Mon adjoint est un homme. Il y a une complémentarité entre nous, mais aussi vis-à-vis des jeunes filles que l'on encadre. Il y a cet équilibre-là et il y a peut-être des choses où elles vont se confier plus facilement à une femme, à moi. Mais il y a des choses où elles vont peut-être préférer aller voir mon collègue homme.

Nathalie BONNEFOY, adjointe au Maire en charge des sports de Bourges, vice-présidente de l'ANDES, co-présidente de la commission Sport au Féminin

L'ANDES, c'est l'Association Nationale des Élus de Sports. Nous sommes 5 000 adjoints au sport. Nous avons créé l'ANDES pour travailler et réfléchir entre nous puisqu'en France, 82 % des infrastructures sportives sont financées par les collectivités territoriales.

Pourquoi la commission sport au féminin ? C'est une réflexion qui a débuté il y a deux ans au sein de l'ANDES avec ma collègue qui était adjointe à Bordeaux. Le but était d'essayer de sensibiliser les élus au sport au féminin et à la pratique des femmes dans nos collectivités, puisque les femmes sont aussi des administrées comme les hommes.

Donc, nous avons lancé une première enquête au sein de l'ANDES et nous nous sommes aperçues que 45 % des collectivités avaient un axe prioritaire et/ou formalisé sur le sport au féminin. Seulement 45 % ! Ce qui n'est pas beaucoup.

Donc, nous avons travaillé sur cette étude pour justement essayer de sensibiliser nos collègues adjointes au Sport sur le sport. Nous parlons de sport, mais quand cela va dans le sens de mouvements sportifs. Le sport est une compétition, mais pour nous, il y a aussi l'activité physique et sportive.

Je ne pratique pas un sport, je pratique une activité physique et sportive. Et c'est là aussi où l'on doit avoir une réflexion ensemble avec le mouvement sportif sur de nouvelles formules pour proposer à ces femmes, notamment une activité physique et sportive, comme le fera par la suite le sport santé.

Dans l'étude, nous nous sommes aperçus que 59 % des femmes ne voyaient pas quelle activité physique et sportive elles pouvaient pratiquer.

Nous avons réfléchi et nous sommes en train de travailler sur un recueil d'actions, de bonnes et de mauvaises actions, pour essayer de donner des clés aux élus des communes qui ont envie d'avancer sur le sport au féminin, de monter des actions simples, des actions de sensibilisation. Nous en avons parlé, cela peut être par des créneaux dédiés aux jeunes filles ou aux femmes, cela peut être aussi des actions sur des créneaux. Je prends l'exemple de tout à l'heure, mais je sais que je ne peux pas mettre un créneau piscine de 8 heures à 10 heures pour des filles qui sont en licence professionnelle, parce que nous allons en avoir une dizaine sur une trentaine.

L'idée est de mettre ce recueil d'actions à la disposition des élus. 19,1 % des élus affirment recevoir des demandes spécifiques de la part du public féminin. Il y a donc un travail à faire du côté des élus, mais aussi du côté des femmes, car nous avons envie de leur dire : « Mais exprimez-vous ! »

Je vais aller un peu plus loin, il y a un travail à faire au niveau des femmes, au niveau des élus, mais aussi au niveau des clubs.

Au niveau de la collectivité, déjà au niveau des élus, si toutes les collectivités données étaient équitables entre hommes et femmes, nous ferions un grand progrès en France parce qu'aujourd'hui, c'est vraiment inégal, sur les niveaux de subventions, il faut bien le dire. Là, c'est le premier point où il faut vraiment solliciter les élus pour leur faire comprendre qu'il faut une équité en France que ce soit Hommes-Femmes. Egalité dans les clubs, dans les critères et dans les subventions qu'on leur attribue.

90 % des équipements appartiennent aux collectivités territoriales. Mais il y a 70 % des dépenses qui sont pour les équipements masculins.

Le premier point que je prenais, c'était vraiment le niveau de subvention, il faut que l'on soit équitable. Sur l'investissement, aujourd'hui, on ne fait des gymnases et des stades que pour les hommes. On ne pense pas aux femmes ; Question de vestiaires question de sécurité, question d'arbitrage, il faut que l'on évolue. Nous pouvons très bien maintenant avoir une femme qui arbitre, il nous faut donc des vestiaires à l'écart. Il y a des notions à travailler là-dessus.

Par rapport aussi au club, je vais prendre l'exemple des créneaux. Nous attribuons des créneaux, nous regardons aussi comment ils sont attribués. Il faut que les clubs soient aussi volontaires. C'est toutes ces petites choses indirectes qui favoriseront une politique active sur le sport au féminin.

Au niveau de l'ANDES, il y a cette réflexion de diversifier les recherches d'investissement financier. Aujourd'hui, une collectivité territoriale est le premier financeur au niveau du sport. Il faut que l'on trouve d'autres solutions, puisque les budgets des collectivités sont constants et parfois en baisse, du fait de la contractualisation également avec l'État. Il faut que l'on trouve

d'autres solutions. Les partenariats privés à travers ce que l'on appelle les mécénats, etc. peuvent être une source importante.

Au niveau de l'ANDES, nous avons des réflexions pour pouvoir essayer d'apporter des réponses à nos clubs sur le terrain, parce que nous sommes peut-être en réflexion nationale, mais on est sur le terrain à côtoyer nos clubs. Ils ont besoin de subventions, ils ont besoin de se développer. Nous sommes là aussi pour essayer de leur trouver des solutions et pouvoir mutualiser.

Il y a également une vraie problématique au niveau de la médiatisation bien évidemment. C'est un travail que l'on avait entamé avec l'ANDES, puisqu'aujourd'hui nous sommes entre 16 et 20 % du volume horaire de la médiatisation, d'après le dernier rapport CSA 2015. Il faut, à travers une politique, pouvoir représenter les sportives, les sportifs aussi. Aujourd'hui, dans les collectivités, l'on essaie d'impulser un nouveau mouvement sur les noms des stades, les gymnases, les rues parce que la représentativité des sports est pour beaucoup sur l'affectation des noms pour les gymnases et les stades.

Il y a toute une réflexion et cela passe dans tous les domaines. Cela passe par la médiatisation des sportifs que l'on a dans nos rues, mais par des noms de rues pour des sportives et des gymnases. Cela passe par le fait d'inciter des clubs afin qu'ils prennent part à ce travail.

MOT DE CLÔTURE

Nadia BENS RHAYAR, directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité

Il me revient en tant que directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité de conclure ce colloque « agir pour l'égalité femmes-hommes dans le sport ».

A la veille de la journée internationale des droits des femmes, il est important de se rappeler que l'égalité entre les femmes et les hommes ne va pas encore de soi, des écarts subsistent entre les femmes et les hommes : les inégalités salariales demeurent une donnée récurrente (18 % en région Centre Val de Loire), les femmes sont davantage touchées par la précarité, elles restent minoritaires dans les postes à responsabilité, elles rencontrent des difficultés à concilier vie familiale et vie professionnelle, et subissent des violences. Je souligne que ces violences empêchent les femmes de développer leur potentiel et de prendre leur place dans les différentes sphères de la vie.

A tout moment de leur vie, les femmes sont confrontées à ces inégalités. On est face à un système, qui marque toutes les sphères de la vie professionnelle, sociale et personnelle.

Le sport est un formidable vecteur d'estime et de confiance en soi, ce qui fait défaut aux filles, aux femmes du fait du poids des stéréotypes.

Mais l'accès à la pratique d'un sport est encore marqué par des inégalités, selon le sexe, l'âge, l'origine, les territoires. L'Etat prendra sa part dans la correction de ces inégalités et veillera à faciliter avec les collectivités territoriales et le mouvement sportif toutes les initiatives, car c'est un travail d'équipe, et de multiples acteurs sont d'ores et déjà mobilisés sur le terrain.

J'espère que malgré le temps contraint, vous avez pu, chacun, chacune, vous inspirer des différentes expériences présentées. Je suis sûre que de belles idées vont émerger de cet événement, et qu'un réseau pourra perdurer pour approfondir les échanges et les concrétiser.

De cette rencontre doit naître l'idée que rien n'est impossible. La rencontre des solutions permet de mutualiser les bonnes idées et apporter la preuve que les actions de terrain fonctionnent et peuvent donner de l'élan à bien d'autres encore. Car notre mobilisation est essentielle pour que ce travail de co-construction se poursuive au-delà de la rencontre d'aujourd'hui, et élargir le cercle avec celles et ceux qui ne sont pas encore acquis à la cause.

Nos actions impacteront directement les mentalités, les préjugés, les inégalités, et elles produiront des effets si nous savons faire preuve de conviction et de pédagogie.

Nous pouvons faire résonner dans l'ensemble des six départements cette dynamique à toutes les occasions, par exemple la coupe de monde de football féminin, mais aussi la fête du sport, les rentrées sportives, pour que l'égalité entre les femmes et les hommes soit traitée de manière intégrée, au quotidien et au plus près des citoyens et citoyennes, et à tous les âges de la vie, car la variable du temps est importante dans la participation des filles et des femmes aux activités physiques et sportives (décrochage à l'adolescence, retrait à la trentaine avec les enfants, retour à la cinquantaine après le départ des enfants). Le rôle d'appui des collectivités locales, de l'éducation nationale, des associations est indispensable. Le rôle d'impulsion des fédérations, des clubs est fondamental.

Se dire que tout est possible, c'est aussi se rappeler que rien n'est acquis, et sans cesse se réinterroger sur ses pratiques :

- sur l'équilibre des subventions allouées aux clubs féminins et clubs masculins, et la répartition des équipements sportifs en lien avec les collectivités territoriales et les besoins des habitants et habitantes,
- sur la visibilité dans les médias nationaux, mais aussi locaux des femmes sportives, et notre territoire ne manque pas de talents car elles ont un rôle modèle pour les filles et les femmes,
- sur la place des femmes dans les instances dirigeantes, et comment oser briser le plafond de verre,
- sur les stéréotypes, voire les discriminations qui peuvent resurgir dans l'accès aux pratiques sportives (les créneaux proposés, mixtes, spécifiques, la tenue portée) ; la polémique du hijab de décathlon nous rappelle que les mentalités souterraines sont difficiles à combattre, ce qui compte c'est avant tout d'inclure par le sport et non d'exclure.

Le sport se doit d'être exemplaire, car il a un rôle social. L'esprit sportif infuse dans la société. Il est donc essentiel que le sport soit considéré comme un des vecteurs de l'égalité entre les femmes et les hommes. Le monde sportif a été un des pionniers du combat pour l'égalité entre les hommes et les femmes. C'est notamment à travers la pratique du sport que les femmes ont pu faire évoluer le débat sur la mixité puis revendiquer le droit à disposer de leur corps.

Au-delà de l'évolution des pratiques, il s'agit donc changer la vie des femmes et des hommes dans les territoires, et nous pouvons tous, toutes agir à notre niveau en prolongeant ce travail :

- dans les priorités qui seront définies au niveau infra-territorial entre partenaires pour une complémentarité de l'offre, et au sein de vos structures au quotidien (l'opportunité de suivre un budget genré, la formation en continu des équipes à la lutte contre les stéréotypes, le développement de la mixité des activités proposées dans les clubs sportifs, les établissements scolaires, les centres communaux),

- dans le dialogue avec les habitantes et habitants sur les possibilités d'activités physiques et sportives au regard de leur envies et de leurs contraintes d'articulation entre vie familiale et vie professionnelle, sans aucun préjugé, en ouvrant les possibles et en respectant les choix. Je compte sur votre détermination pour révéler les potentiels. Je citerai une sportive, Marta footballeuse brésilienne la plus titrée du monde : **« il ne faut jamais abandonner et toujours garder confiance en soi. On vit forcément des moments difficiles, mais les obstacles que l'on rencontre nous rendent plus déterminées encore à réaliser nos rêves envers et contre tout. »**

La féminisation du sport en ouvrant la porte aux talents est une chance pour le mouvement sportif et pour la société. Avec vous, nous avons le moyen d'agir sur le quotidien, nous pouvons réaliser l'égalité pour des millions de filles et de femmes, et favoriser l'épanouissement de tous et toutes.

Je vous remercie pour vos retours d'expérience, vos propositions ; les supports présentés cette après-midi seront diffusés sur les sites internet, et en particulier l'étude du CROS avec un volet quantitatif, un volet qualitatif et de nombreuses préconisations que l'Etat reprendra à son compte.

Je voulais aussi remercier les organisateurs, le Conseil régional pour l'organisation logistique, mais aussi les chevilles ouvrières qui ont travaillé sur le contenu, sur l'articulation avec les acteurs, Yassine, Marie-Laure, Yohan, Alicia qui sont les personnes qui ont travaillé sur le fond et toutes les équipes du Conseil régional sur l'organisation. Je voulais remercier les intervenants et l'animatrice pour son dynamisme.

Et remercier vous tous et toutes pour votre engagement au quotidien pour construire ensemble le chemin vers l'égalité entre les femmes et les hommes dans le sport mais aussi dans toutes les sphères de la vie.

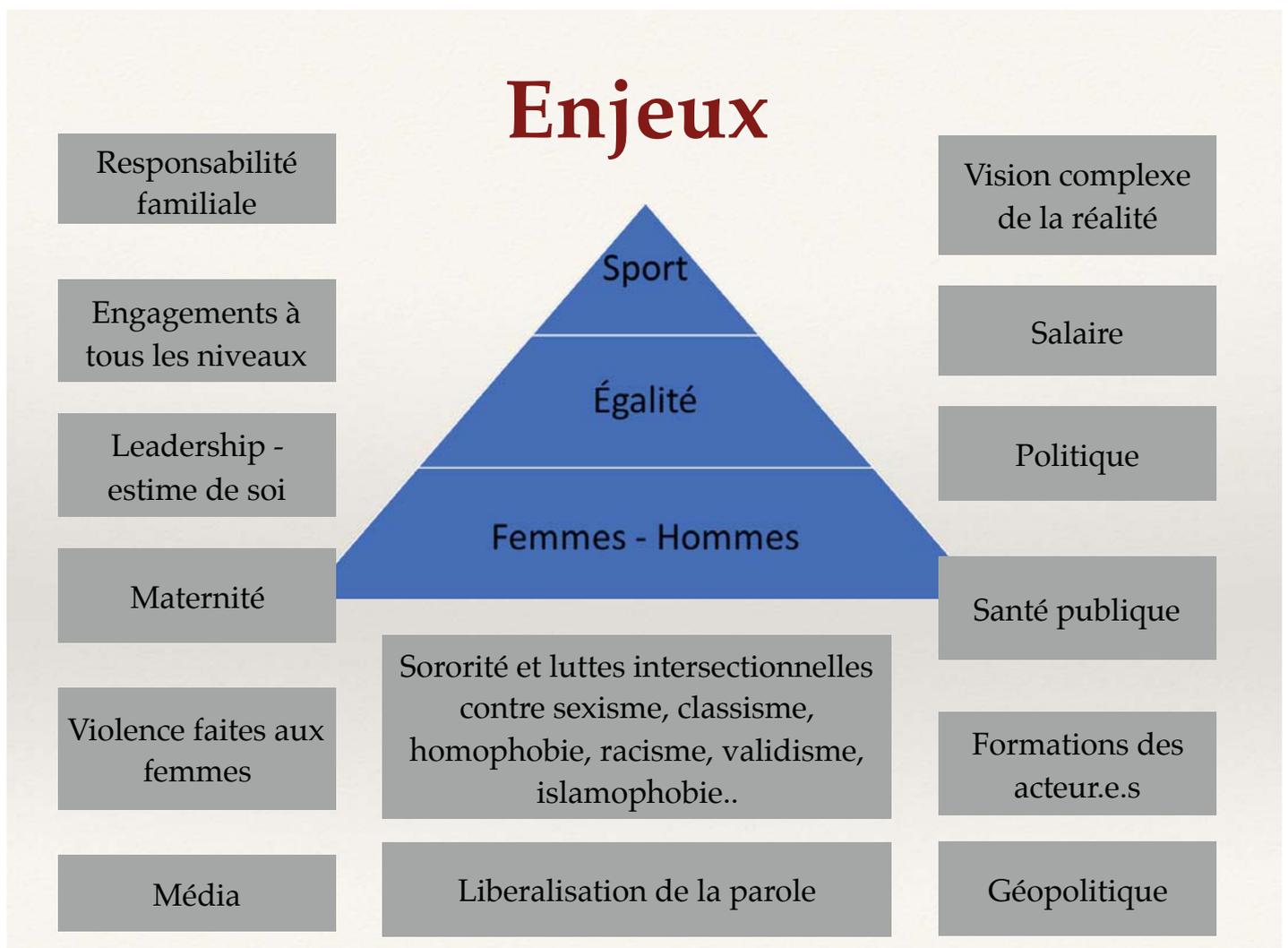
Haïfa TLILI

Université Paris Descartes, EA 3625

Egalité Femmes - Hommes dans le sport

Quels enjeux?

7 mars 2019, Orléans



Sororité



- ❖ **Allié.es** : se mettre du côté des femmes
- ❖ La parole aux concernées discriminées
- ❖ **Ecoute bienveillante**
- ❖ **Favoriser convergence et solidarité des luttes**, pour déconstruire injonctions, préjugés et stéréotypes.

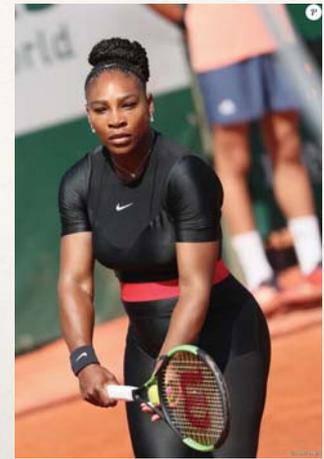
ex.: Les Dégommeuses en Fr

- ❖ **Favoriser le dialogue** et combattre les oppressions dans d'autres cercles
- ❖ **Objectif** : Facilite l'inclusion de tou.te.s



Comment favoriser l'égalité?

- ❖ **Salaire égal pour même statut**
- ❖ **Encourager, accompagner et soutenir les femmes à tous les niveaux** (responsables, coaches, leader femme, animatrices, rôles modèles, pratiquantes...)
- ❖ **Réussir à se positionner dans nos privilèges pour une inclusion active** (conscience des systèmes d'oppression)
- ❖ **Ecouter, parler et partager**
- ❖ **Se remettre en question** : analyse critique des représentations (qualitative)
- ❖ **Faire émerger les discours discriminants de référence** (sexiste, hypersexualisant, paternaliste, néolibéral, raciste, validiste, homophobe...)
- ❖ **Les déconstruire et proposer d'autres discours inclusifs et bienveillants**
- ❖ **Innover ensemble** et arrêter de reproduire les injonctions !
- ❖ **Travailler en réseaux avec/pour/par les femmes et mieux se former pour être de bon.ne.s allié.e.s**



Le plaisir est central dans
l'engagement et
l'épanouissement
des femmes !



Pourquoi les filles des QPV ne pratiquent pas d'APS?

1. Recherche Action UFOLEP - Université Paris Descartes (Tlili & Delorme, 2014)
2. Principaux résultats
3. Recommandations issues de la RA
4. Recommandations d'associations internationales
5. Discussion



Décalage sur les représentations du sport, entre filles et acteur.e.s du sport (Tlili & Delorme, 2014)

Filles

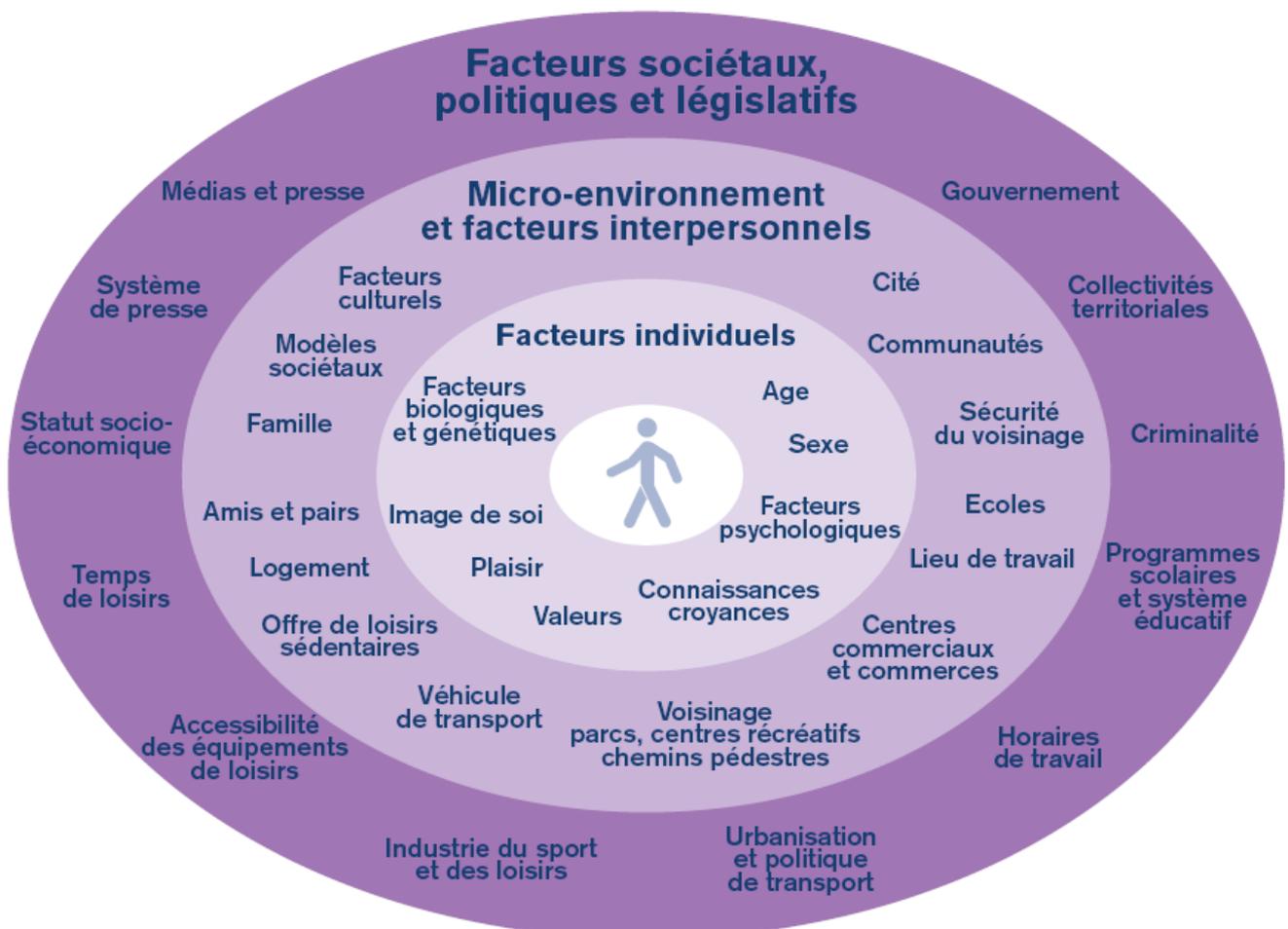
Dimension psychologique pose problème
 Peur d'être jugées par les autres
 Sport synonyme de fatigue +
 perte de temps (pour les devoirs)
 N'aiment pas la compétition
 Recherchent le plaisir
 Expériences sportives négatives passées
 Besoin d'informer + rassurer les parents
 Opportunités sportives non adaptées à
 leurs envies

Acteur.e.s

Ne savent pas ce que les filles veulent
 réellement et leurs problèmes
 Insistent sur la pédagogie et
 l'organisation institutionnelle
 Nécessité de fournir des connaissances
 sur la santé
 Place importante de la dimension
 financière et religieuse



Prennent les décisions



Modèle écologique des facteurs influençant l'activité physique et les comportements sédentaires (Booth & Col., 2001)

PROPOSITIONS D'ACTION COURT TERME	PROPOSITIONS MOYEN - LONG TERME	DIVERGENCES entre filles et acteur.e.s
1- Redonner du sens à l'effort physique et à l'APS.	5 - Développer une offre adaptée aux filles et assurer la sécurité de la pratique avec des éducateurs compétents (formation adaptée).	Aides financières
2- Renforcer la variété des APS, être plus sur le ludique, le social, et moins sur la compétition.	6- Encourager le développement du travail en réseaux	Mixité Vs entre filles. Les acteurs doivent pratiquer avec les filles
3- Développer la prise en compte de la dimension psychologique, du leadership et de la capacité d'agir. Créer des espaces de parole pour accompagner, aider à déconstruire les stéréotypes.	7- Mettre en place un système de mentorat/tutorat	Cadre, discipline Vs souple
4- Développer une forte communication de proximité avec les familles. Les sensibiliser le plus tôt possible aux APS avec leurs parents. Assurer la sécurité. Proposer de faire des APS à l'extérieur du quartier pour une meilleure mixité et ouverture sociale.	8- Faire en sorte que les filles aient un temps libre régulier pour elles et qu'il soit respecté par la famille. Pérenniser des postes d'éducatrices/teurs	Mixité des éducateurs Religion

Tlili & Delorme, 2014



Plaisir

1. Miser sur différents APS
2. Répondre aux intérêts des filles
3. Enseigner habiletés de base, sans trop de pression
4. Ouvrir des opportunités de succès
5. Mélanger AP et sociales
6. Participation à la conception du Prog.
7. Apporter des petits changements + sains
8. Faciliter la participation
9. Reserver aux filles/ femmes
10. Expériences sûre, encadrée et inclusif
11. Regroupement par groupe d'âge
12. Nourriture santé
13. Choix vêtements + musiques

Les ingrédients du succès



Communication

14. Etablir communication directe
15. Bien être avant tout
16. Présenter des vrais modèles de comportement
17. Faire participer les parents
18. Reconnaître toutes les formes d'activités
19. Faire preuve d'ouverture à l'égard des diverses cultures

Equipe gagnante

20. Participation de la collectivité
21. Animatrice donne l'exemple (leader)
22. Recrutement bénévoles
23. Réseau local fort sur la thématique
24. Comité pilotage
25. Engagement filles à toutes les étapes

Discussion

- ❖ Quels sont les sujets qui vous inspirent ?
- ❖ Les problèmes et challenges à relever ?
- ❖ Les partenaires sensibles et motivés que vous pouvez mettre autour d'une table ?

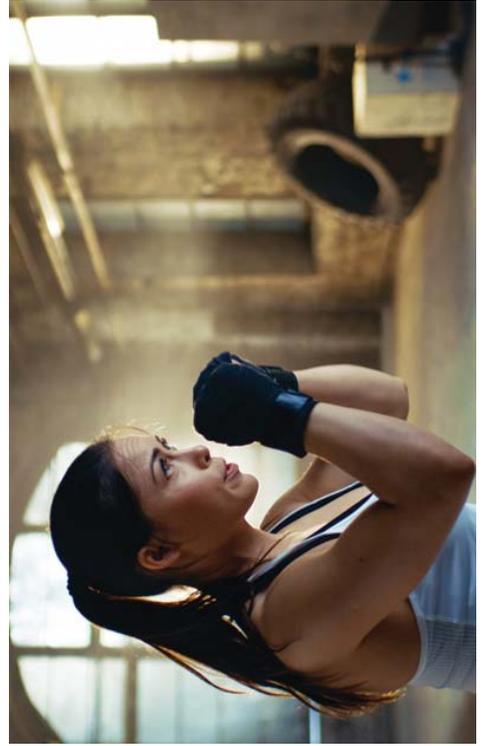
(...)

LA FÉMINISATION DU SPORT EN FRANCE

Le ministère des Sports s'est engagé également dans une démarche de prévention et de lutte contre toutes les formes de discrimination dans le sport et notamment contre le sexisme.

Des campagnes de médiatisation et de communication ont été menées ces dernières années (campagnes #Coup de Sifflet, Ex æquo...) et pour la rentrée sportive 2018/2019, le ministère des Sports a étoffé son offre d'outils de sensibilisations à destination de l'ensemble des acteurs du sport pour mieux prévenir les violences dans le sport, avec notamment la parution de la 4^{ème} édition du guide juridique sur la prévention et la lutte contre les incivilités, les violences et les discriminations dans le sport. Une offre qui tient compte de l'évolution législative du 3 août 2018 relative au renforcement de la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Ces différents axes ont été repris dans le programme de la conférence permanente du sport féminin, installée en septembre 2017. Les travaux menés au sein de la CPSF permettent de poursuivre l'évolution engagée en matière de pratique sportive licencée et d'identifier les leviers de développement du sport féminin, que ce soit pour le développement du sport pour toutes ou du sport de haut niveau et d'innover dans l'offre de pratiques et d'accompagner les clubs à offrir de nouveaux services sportifs pour le public féminin.



LA FÉMINISATION DU SPORT EN FRANCE

L'ÉTAT DES LIEUX EN CHIFFRES

- LA PRATIQUE SPORTIVE LICENCIÉE

+ de 6 millions de licences

(6 176 709) ont été délivrées à des femmes en 2017

Entre 2012 et 2017, le taux des licences féminines a progressé de 37,0 % à 38,3 %

soit une augmentation de 471 010 licences supplémentaires délivrées à des femmes ou des jeunes filles

Les femmes sont sous représentées dans les sports collectifs avec seulement 17 %, en 2017

Plus de la moitié (51,5 %) des licences « sports de nature » est délivrée à des femmes contre 38,3 % toutes licences confondues dans les autres fédérations

Plus de la moitié des licences des fédérations multisports est délivrée aux femmes (52,3 %)

- LES PLANS DE FÉMINISATION
DES FÉDÉRATIONS SPORTIVES

87 fédérations sportives ont élaboré un plan de féminisation qui a favorisé réellement le développement de la pratique

Suite à l'ensemble des élections fédérales pour la période 2017-2020, le taux de féminisation de l'ensemble des instances dirigeantes des fédérations sportives agréées est passé de

26,5 % en 2013 à 34,8 % au 1^{er} juin 2017



LA FÉMINISATION DU SPORT EN FRANCE

- L'ACCÈS À LA PRATIQUE, DES EFFORTS À POURSUIVRE



En France, les femmes ont **2 fois moins accès** que les hommes à la pratique sportive dans certains territoires

Seules 20 % des femmes qui font du sport le font **dans un club**

La part des femmes des quartiers prioritaires, parmi l'ensemble des femmes licenciées, est **inférieure à celle de leurs homologues masculins (2,8 % contre 4,2 %)**



- LA MÉDIATISATION

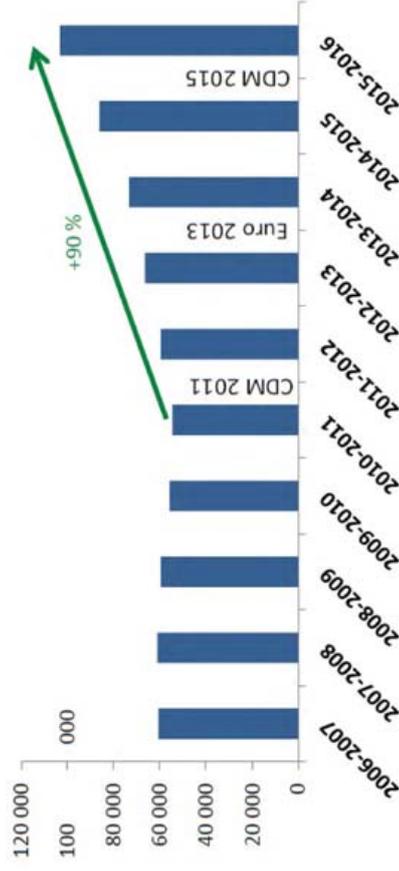
Le sport féminin a représenté entre **16 % et 20 % du volume horaire de diffusion de retransmissions sportives** en 2016, contre 14 % en 2014 et 7 % en 2012

LE FOOTBALL FÉMININ MONTRE L'EXEMPLE

La pratique féminine de football est enfin un bon exemple de l'effet positif qui peut exister entre la médiatisation télévisuelle et le développement de la pratique. En parallèle des performances de l'équipe de France et de l'audience de leurs matches, le nombre de licenciées de football a augmenté très fortement depuis 2010 (+ 90 %). La Coupe du monde féminine de football, qui sera organisée en France du 7 juin au 7 juillet 2019, devrait contribuer à cet essor.

LA FÉMINISATION DU SPORT EN FRANCE

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE LICENCIÉES FÉMININES DE FOOTBALL



Source : statistiques licences publiées par la FFF. Traitement CSA.

TOP 10 DES FÉDÉRATIONS AYANT DÉLIVRÉ LE PLUS GRAND NOMBRE DE LICENCES FÉMININES EN 2017

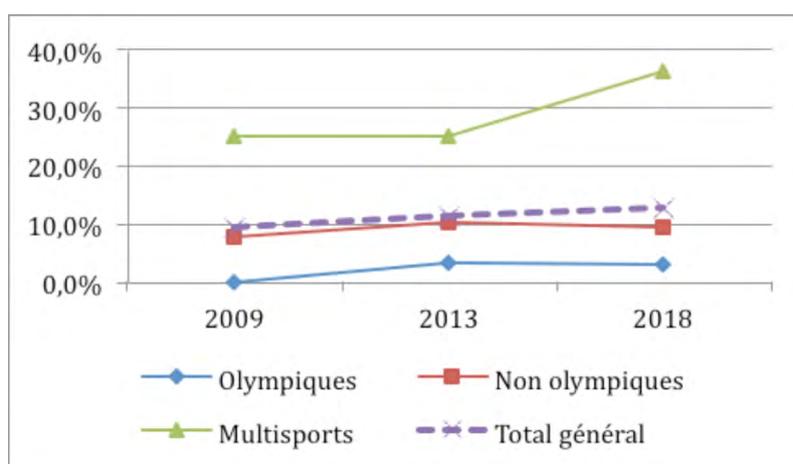
Fédérations françaises agréées en 2017	Licences féminines 2017	% de femmes 2017
FF d'équitation	535 165	83,0 %
Fédération Sportive Éducative de l'Enseignement Catholique (UGSEL)	533 601	49,7 %
Union nationale du sport scolaire (UNSS)	471 745	40,8 %
FF d'éducation physique et de gymnastique volontaire (EPGV)	451 136	91,2 %
Union sportive de l'enseignement du premier degré	404 884	52,0 %
FF de tennis	301 264	29,5 %
FF de gymnastique	252 864	81,5 %
FF de handball	196 337	35,7 %
FF de basketball	189 031	35,1 %
Union française des oeuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP)	172 827	51,6 %

LA FÉMINISATION DU SPORT EN FRANCE



LA FÉMINISATION DES INSTANCES DIRIGEANTES

Les présidentes



On compte notamment aujourd'hui 14 présidentes à la tête d'une fédération sportive (olympique, non olympique et multisports). Et pour la première fois de son histoire, la fédération française handisport a élu une femme présidente (Guislain Westelynck).